



VOIX OUVRIÈRE

POUR LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE

19 OCTOBRE 1965 - N° 45

Paraît toutes les deux semaines - 0,50 F

SI MONSIEUR MITTERRAND VEUT LES VOIX DES TRAVAILLEURS qu'il dise donc ce qu'il compte leur apporter

A six semaines environ des élections présidentielles on ne peut pas dire que celles-ci soient au centre des préoccupations de la population ou qu'elles soulèvent un grand enthousiasme.

Et comment en serait-il autrement ?

La population laborieuse a-t-elle la moindre raison de penser que son sort puisse être modifié par les résultats du scrutin ? Non bien sûr. Chacun se rend compte que telle qu'est partie la campagne électorale, De Gaulle, ou même un éventuel candidat gaulliste, a toutes les chances de l'emporter de façon écrasante, probablement même dès le premier tour.

En conséquence notre sort de demain c'est celui d'aujourd'hui. C'est la continuation des discours d'auto-satisfaction à la radio et à la télévision pendant que l'inégalité sociale s'accroît sans cesse (les plus bas salaires, déjà faibles, sont ceux qui ont progressé le moins en 64-65).

Et puis même, si M. Mitterrand, ministre du Guy Mollet de 56, garde des Sceaux du ministère des Rappelés, était quand bien même élu, qu'est-ce que cela changerait pour les travailleurs et les paysans pauvres ? Chacun en a conscience, cela ne changerait rien. Alors, rien d'étonnant à ce que personne, hormis les intéressés eux-mêmes et leurs valets de plume, ne s'intéresse beaucoup au scrutin du 5 décembre.

Et pourtant il aurait pu en être autrement.

Un parti comme le Parti communiste en qui beaucoup de travailleurs, d'intellectuels, de paysans même, mettent leur confiance pouvait changer le sort de cette élection.

Bien sûr, pour cela, il ne suffisait pas de se contenter des calculs électoraux classiques, de comptabiliser le nombre de voix obtenu par le P.C.F. à chacune des élections précédentes. C'est d'ailleurs ce type de calcul qui amène les Etats-majors politiques à soutenir une candidature comme celle de Mitterrand. Mets tes voix avec les miennes, etc., semble être toute l'intelligence politique de ces messieurs.

Un scrutin comme celui-là pouvait faire découvrir la politique à des millions de gens. Des millions de gens à qui il aurait fallu présenter un choix clair.

Le Parti communiste avait la force voulue pour le faire. Il aurait dû pour cela entamer sa campagne depuis des mois. Il aurait pu depuis un an qu'on en parle de ces présidentielles, que Hieder-Vignancour, ou que Defferre, ou aujourd'hui Mitterrand, tiennent le devant de la scène, présenter un programme simple, clair et net aux travailleurs, aux petits artisans et aux petits paysans qui sont l'énorme majorité de la population et du corps électoral.

Le Parti communiste a préféré ne pas le faire.

Est-ce parce qu'il risquait un échec ? Non, bien sûr, il prend bien le risque avec Mitterrand.

Le Parti communiste n'a pas

voulu, depuis un an, mener campagne sur ce terrain parce que, sur ce terrain, il risquait non seulement de trouver une majorité le jour du scrutin, mais aussi avant, pendant et après le scrutin de susciter de tels espoirs parmi les masses populaires que celles-ci, travailleurs des villes et paysans en tête, se seraient, par les voies et avec les moyens de lutte qui leur sont propres, mobilisées pour faire aboutir un tel programme. Et le Parti communiste français sait très bien que la bourgeoisie française est si faible que face à une telle convergence de forces populaires elle n'aurait rien à opposer. Le Parti communiste français savait qu'une campagne menée dans ces conditions pouvait provoquer une situation au moins aussi révolutionnaire que celle de juin 1936.

Et c'est de cela que le Parti communiste ne voulait pas. Il ne tient à faire aucune peine, même légère, à la bourgeoisie française. Des intérêts des masses laborieuses, des intérêts des travailleurs, les dirigeants du Parti communiste n'en ont que faire. Que les masses laborieuses, que les travailleurs se contentent de Mitterrand ! Et s'ils ne sont pas contents, ils peuvent toujours voter pour De Gaulle.

Alors que faire ? Aucune organisation révolutionnaire ne peut en

l'occurrence prendre la relève du P.C.F. D'ailleurs la loi électorale prévoit de ne recevoir que les candidatures présentées par cent « notables » appartenant à au moins dix départements différents.

Au moins ne pas être dupe. La meilleure des attitudes eut été de permettre aux travailleurs, aux rand, ni aucun autre, ni à plus petites gens, aux paysans prêts à la lutte de se compter sur un

programme simple et révolutionnaire.

Mais puisque cela n'est pas, la seule attitude juste est de ne pas participer à ce scrutin. Ni Mitterrand, ni De Gaulle ne portent les espoirs des travailleurs.

Participer au vote du 5 décembre, c'est admettre qu'il n'y a d'alternative qu'entre un homme des trusts et des monopoles et un autre.

Puisque ce scrutin ne doit rien

changer, puisqu'il ne peut rien changer, les travailleurs doivent dire leur mépris, ils doivent dire qu'ils ne se sentent pas concernés, que leur sort ils le changeront eux-mêmes, et que ni maintenant ni plus tard ils ne peuvent faire confiance à un homme comme Mitterrand.

Le 5 décembre, les travailleurs doivent être spectateurs, et ne pas participer à la mascarade.

R. G.

INDONÉSIE, nouveau St-Domingue par généraux interposés

EN Indonésie, la chasse aux militants communistes continue. Le rideau est loin d'être tombé sur la crise qui a commencé le 30 septembre.

La presse occidentale tente de présenter cette crise comme un embroglio « bien asiatique » où il n'y aurait rien à comprendre.

Il est courant de lire dans cette

presse qu'on ne sait pas contre qui était dirigé le « putsch » du 30 septembre, que les putschistes du colonel Untung en voulaient à la vie de Soekarno, mais que celui-ci s'était réfugié dans leur camp, qu'aujourd'hui les dirigeants communistes qui étaient « derrière » le putsch continuant à siéger au gouvernement de Soekarno, tandis que les militaires qui ont mis fin à la tentative de putsch se livrent à des arrestations de militants communistes dans tout le pays etc. il est impossible de savoir la vérité.

Tout est présenté de cette façon simple et claire.

Le président de la République indonésienne, Soekarno est un homme d'Etat représentatif de cette bourgeoisie du Tiers monde qui essaie d'échapper à l'emprise économique et politique de l'impérialisme, en s'appuyant, tant que cela ne représente pas un danger mortel pour elle, sur les aspirations nationalistes des travailleurs et des paysans. Le jeu est difficile et il est dangereux et c'est ce qui détermine la « diplomatie » d'un Soekarno ou de n'importe quel autre de ses semblables. Ne tenant son pouvoir que de la neutralisation de forces hostiles et antagonistes, il ne peut gouverner qu'en louvoyant d'un bord à l'autre. Dans le passé, l'Indonésie a connu des luttes sanglantes : on n'échappe pas toujours facilement à l'impérialisme et les masses populaires sont parfois plus exigeantes que les dirigeants bourgeois le voudraient.

Depuis ces dernières années la politique de Soekarno était de plus en plus indépendante de celle de l'impérialisme américain. Sans aller jusqu'à s'aligner entièrement sur la Chine ou même sur l'U.R.S.S., Soekarno prenait de plus en plus de liberté avec les grandes puissances impérialistes. Il y eut, en particulier, l'affaire de la Grande Malaisie qui l'opposa et l'opposa toujours à l'impérialisme anglais et qui l'amena à quitter, avec l'éclat que l'on sait, l'Organisation des Nations Unies.

mener qu'en s'appuyant, en les trompant bien entendu dans la mesure du possible, sur les masses populaires. Il fut aidé en cela par le Parti Communiste indonésien, plus ou moins pro-chinois, dont les effectifs croissent de façon importante au cours des dernières années. C'est d'ailleurs parce que Soekarno put se servir de cette façon du soutien des masses populaires qu'il eut la possibilité de mener cette politique. Les récents événements en sont l'illustration.

La politique actuelle de Soekarno est insupportable pour l'impérialisme américain. Celui-ci ne peut tolérer facilement en Asie une telle indépendance d'action. Bien sûr, le régime de Soekarno n'est pas communiste, même pas à la mode chinoise. Mais comme le déclarait récemment un homme politique américain, à peu près en ces termes : dans les pays sous-développés il n'est pas question que nous puissions admettre des régimes communistes ou même des régimes libéraux acceptant dans leur pays un parti communiste puissant. C'est la doctrine que les U.S.A. imposent à l'Amérique latine et le peuple de Saint-Domingue en a récemment fait la tragique expérience.

Depuis des mois les services du Département d'Etat américain voulaient la chute de Soekarno. Ils ont essayé de l'obtenir. Ils ont été pris de court et n'ont pas encore réussi. Mais la partie n'est pas jouée ils essaieront encore.

En effet, en Indonésie l'impérialisme américain a une force qui pouvait répondre à ses desseins. Les homologues des tristes généraux Weisner et Barrera de Saint-Domingue.

L'armée indonésienne, ou plus exactement son Etat-Major a surtout comme expérience la lutte contre les masses communistes ou contre les guerilleros de l'intérieur. Les années de l'indépendance et de la venue au pouvoir de Soekarno ont été des années de guerres de pacification. Les généraux indonésiens avaient suivi

PREMIERE REUNION

Cercle Léon Trotsky de Grenoble

LE JEUDI 21 OCTOBRE 1965

Ces réunions auront lieu toutes les deux semaines JEUDI A 20 H 30

A LA SALLE DES TICKETS - PLACE ST-BRUNO
Les réunions suivantes auront lieu les jeudis 4 novembre, 18 novembre, 2 décembre et ainsi de suite.
Participation aux frais : 1 F

Cercle Léon Trotsky de Paris

LA PROCHAINE REUNION

AURA LIEU LE LUNDI 8 NOVEMBRE A 20 H 30
A LA MUTUALITE - SALLE D, 1er étage
Participation aux frais : 2 F

Cercle Léon Trotsky de Lyon

TOUS LES MARDIS A 17 H 30

A LA BRASSERIE DE L'ETOILE, 1 cours Gambetta
Participation aux frais : 1 F

ATTENTION : Les réunions des Cercles Léon Trotsky ne sont pas publiques. Pour obtenir des invitations s'adresser à nos diffuseurs ou auprès de nos militants (ou écrire au siège de V.O.).

Cette politique il ne pouvait la

(Lire la suite en page 7)

UCLAF-ROUSSEL

les produits pharmaceutiques

...et ceux qui les fabriquent

Lorsqu'on arrive pour la première fois à Uclaf à Romainville, l'impression générale et plutôt bonne : tout est net, les allées sont propres, les haies, les pelouses, les fleurs sont fraîches, bien entretenues et on ne voit du pre-

mier coup d'œil que les vastes bâtiments vitrés où air et lumière doivent entrer à foison. Tout cela est en harmonie avec l'idée que l'on peut se faire des lieux où l'on fabrique des produits pharmaceutiques. Mais que l'on pénètre à l'intérieur et l'impression change vite.

Si on s'arrête au conditionnement, on est assez frappé par la façon dont les ouvrières travaillent. Ici on n'emploie que des femmes. Aucun bruit de conversation, car il y a interdiction de parler seule, de temps en temps, la musique fonctionnelle vient donner un nouvel élan au rythme infernal. La rapidité est reine et les cadencées ne laissent même pas le temps de souffler. Pour cela il y a deux poses d'un quart d'heure, une le matin, une l'après-midi, mais qu'il faudra rattraper, bien sûr, car le programme de la journée n'en tient pas compte.

De plus il faut récupérer tout le temps passé aux réglages des

machines ; ces réglages peuvent se faire plusieurs fois par jour, chaque fois qu'on change de produit. Le remplissage des ampoules et leur impression sont très pénibles malgré les machines ultramodernes ; il faut aller à une rapidité folle pour suivre le rythme et la plupart du temps on conditionne des solutions huileuses. Certains produits ne peuvent être conditionnés que dans un bloc stérile. On ne peut y travailler que déguisé en peignard blanc car tout se fait sous le rayonnement ultraviolet. Malgré cela il arrive que des ouvrières soient brûlées par les rayons et restent aveugles pendant plusieurs jours. Pour cela il y a ici une prime particulière.

Mais partout les cadencées, les odeurs, la chaleur sont telles qu'il est courant de voir passer dans les couloirs, véhiculé par les pompes, le brancard transportant une conditionneuse évanouie.

LES

« COLLABORATEURS »

Le tiers du personnel de l'entreprise est constitué par ceux employés, dessinateurs, techniciens, qu'on appelle pompeusement « les collaborateurs ». Ici, on est en blouse blanche, on a droit matin et soir à la poignée de main du chef et le climat est à la persuasion. Il ne s'agit pas de travail à la chaîne, on n'est pas lié par une cadence régulière mais on doit faire un certain travail en un temps déterminé.

Les laboratoires sont séparés en 2 catégories : labos de recherches et labos de contrôles. Seuls ces derniers sont ouverts aux femmes. Mais ces 2 catégories ne se distinguent que du point de vue du prestige car en fait elles se ressemblent beaucoup.

Pourtout, malgré les apparences, les techniciens doivent se dé-

brouiller avec un matériel vieux, inadapté ou insuffisant. Ils le trouvent comme ils le peuvent car jamais un appareil en panne doit être la cause d'un retard dans le travail. Les hottes à solvants sont inexistantes, aussi les extractions dans le chloroforme, l'acétone ou l'éther se font à l'air libre dans le laboratoire. La seule précaution prise dans ces cas-là c'est celle de crier à la cantonade « je fais de l'éther ». En général tout le monde entend, il n'y a pas d'incendie, mais tout ce monde a quand même respiré tout le jour une quantité appréciable de vapeurs toxiques. Mais on peut tout demander à un technicien... avec le sourire bien sûr. On donne rarement un ordre et ce qu'il faut préserver avant tout, c'est la bonne intelligence qui règne, du moins en apparence, entre les col laborateurs et le chef de service (le mot « collaborateur » est peut-être ironique). » Suite page 7

La chasse aux sorcières dans les entreprises

...et ceux qui la font

Dans les entreprises, les militants de « Voix Ouvrière » s'efforcent de faire entendre le point de vue des ouvriers révolutionnaires. S'il n'y avait qu'à s'opposer au patronat, à ses flics et à ses sbires, ce ne serait rien. Le plus difficile est de faire face à des agents qui, pour indirects qu'ils soient, n'en sont pas moins les plus fidèles gardiens de l'ordre capitaliste, puisque ce sont eux qui font la chasse la plus sévère et la plus indigne aux ouvriers et aux militants d'extrême gauche, nous voulons parler ici des « stalinien », ouverts ou déguisés.

Dans bien des entreprises, ils utilisent, ou plutôt tentent d'utiliser la force pour s'opposer à la circulation des idées qui les gênent. Qui les gênent car elles leur font honte.

Dans les ateliers, ils font la chasse aux bulletins « Voix Ouvrière ». Ils les détruisent partout où ils les trouvent.

Parfois, devant les portes des entreprises, ils s'efforcent de susciter des incidents avec nos diffuseurs, allant même, c'est le cas aux usines Berliet de Venissieux ou à l'usine Carnaud, depuis plusieurs semaines, jusqu'à essayer de les empêcher par la force de diffuser notre presse (voir dans les pages « Echos des entreprises »).

Bien des travailleurs honnêtes et conscients sont découragés à l'avance de faire quoi que ce soit quand ils se rendent compte qu'il faudra d'abord affronter un adversaire dans les propres rangs ouvriers, avant même d'avoir affaire aux exploiters. Tout se passe comme si les stalinien qui dirigent le PCP ou qui ont en mains l'appareil de la CGT, se faisaient les plus fidèles chiens de garde du patronat.

Cette lutte nos militants la mènent constamment. Il s'agit pour eux de donner courage à ceux des travailleurs qui sont paralysés par la perspective des torrents de caniches, des baves et d'ordures qui seront déversés sur eux dès qu'ils commenceront à s'exprimer.

C'est pourquoi nous tiendrons devant les entreprises, c'est pourquoi nous tiendrons dans les entreprises : l'expansion de notre activité depuis ces dernières années étant pour nous le meilleur des encouragements.

Aujourd'hui nous voulons donner un exemple, un exemple parmi d'autres. Nous nous excusons d'abord auprès de nos lecteurs de publier ces textes en entier. Si nous le faisons c'est pour qu'on ne nous accuse pas de les avoir tronqués.

Le premier texte est un extrait du journal des sections syndicales C.G.T. de la R.N.U.R. : « LA VOIX DE L'USINE RENAULT », le voici :

D.C.P.R.S. ENFIN DU SOCIAL

Courant juin, un travailleur du département 37 fut arrêté à la sortie par la « volante ».

Son sac contenait des pièces réparées à l'usine pour une ronéo. La « volante » l'emmena dans les vestiaires où son placard fut fouillé. Les gardiens y trouvèrent un paquet de tracts.

Rapport bien entendu à la D.C.P.R.S. qui infligea une sanction : un avertissement écrit.

C'est la première fois pour le cumul de deux motifs de ce genre que la D.C.P.R.S. ne prononce pas le licenciement.

Tout le monde s'en réjouira, car être mis à la porte pour avoir des bouillons pour son travail à l'usine, comme cela est arrivé à un jeune ouvrier du département 37 il y a six mois, est vraiment scandaleux. Nous souhaitons que désormais ce précédent devienne la règle car sans quoi on serait obligé de penser qu'il y a deux poids deux mesures...

D'un côté les sanctions pour les travailleurs, de l'autre les sanctions pour les « révolutionnaires en paroles » de la « voix dite ouvrière ».

N'est-ce pas, Monsieur Bobin, que ceci pourrait expliquer cela ?

Cela n'a l'air de rien, mais ce petit texte souleva une émotion considérable au département 37 (ce département est situé dans l'île Seguin à Billancourt). Tous les travailleurs nous montrèrent le travailleur visé. Tout le monde connaît sa probité et son dévouement et même si tous ne partagent pas ses idées, cette demande de licenciement, cette

D.C.P.R.S. ENFIN DU SOCIAL

D.C.P.R.S. sont de ce genre que le dernier numéro de la Voix de l'usine Renault, organe du syndicat C.G.T. rapporte l'histoire d'un travailleur du 37 « arrêté à la sortie par la volante » dont le sac « contenait des pièces réparées à l'usine pour une ronéo » et dans le placard duquel « les gardiens trouvèrent un paquet de tracts ».

La Voix de l'usine Renault rapporte que la sanction de la D.C.P.R.S. fut un avertissement écrit. Et la Voix de l'usine Renault de conclure de la manière suivante : « Ce n'est pas propre que si la sanction ne fut pas plus grave, en l'occurrence un licenciement, c'est parce que le travailleur en question sympathisait avec les idées de « Voix Ouvrière ».

Et bien nous, nous connaissons un précédent. Il y a quelques temps l'actuel directeur-gérant de la Voix de l'usine Renault était délégué C.G.T. au Dpt 37. Un jour il fut pris par un gendarme à distribuer des tracts de la Voix. Quoique nous pensions nous, du règlement, distribuer des tracts dans un atelier est, au regard du règlement, une faute bien plus grave que de détériorer son placard des tracts qu'on ne distribue pas.

Le jour-là, l'actuel gérant de la Voix de l'usine fut emmené au gardiennage. IL NE FUT CEPENDANT PAS SANCATIONNÉ DU TOUT. Y avait-il deux poids deux mesures ? Non. Les travailleurs du département avaient débrayé unanimement pour s'opposer à une éventuelle sanction. Et le travailleur à qui l'actuel gérant de la Voix de l'usine reproche en un mot d'avoir conservé sa place, avait justement pris une part importante à cette action.

Les gérants de la Voix de l'usine Renault n'ont même pas la reconnaissance du ventre. Il est vrai qu'ils ne sont pas tout à fait dans la même situation que les autres travailleurs, car lorsqu'ils perdent leur place à l'atelier ils perdent en plus leur poste permanent : directeur-gérant de la Voix de l'usine Renault par exemple.

Quoi qu'il en soit, le travailleur en question n'a pas été licencié. Et ces messieurs de la CGT le regrettent fort. Ça les gêne, les travailleurs qui ne pensent pas comme eux et qui le disent. Et si l'on pouvait faire par un petit entrefilet hypocrite et insistant que la direction trouve le moyen de débarrasser ces messieurs d'un genre... comme ce serait bien !

La CGT n'en est pas d'ailleurs à son coup d'essai. Souvenons-nous comment elle a fait licencier HUMEAU, secrétaire de la CFTC à l'époque, par un trac délateur affirmant qu'on l'avait vu mettre à sac les bureaux de la direction.

Et bien, non ! La CGT ne se débarrassera jamais des gérants de cette façon là. Elle fait licencier 10 se lèvent écumés par de telles pratiques.

En plus d'être vil, le procédé est bête par dessus le marché et c'est surtout cela qui fera juger la méthode à sa juste valeur par les ouvriers qui n'aiment pas à être pris pour des imbéciles. Si l'ouvrier en question était un agent de la direction,

1) Pourquoi la volante l'aurait-elle fouillé à la sortie ? 2) Pourquoi l'ayant fouillé aurait-elle persévéré jusqu'à persécutionner son placard... sans que personne de bien placé n'intervienne avant ?

Il est évident au contraire que la direction a cherché un motif et qu'elle ne l'a pas trouvé.

Les gens de la Voix de l'usine connaissent bien le règlement. Ils savent bien que pour les deux motifs mêmes cumulés de cette façon là, la sanction ne peut être que le licenciement. Enfin, nous pourrions ajouter, qu'avertie par la réaction des travailleurs du département lors de l'affaire de l'actuel gérant de la Voix de l'usine Renault, la D.C.P.R.S. a pu penser que ce travailleur pourrait susciter la même.

Les gens de la Voix de l'usine Renault savent bien cela aussi, mais nous comprenons que son actuel gérant préfère ne pas s'en souvenant.

Quant on fait un sale boulot on préfère ne pas se souvenir qu'on a eu un passé d'homme véritable.

Nous en profitions pour lui dire d'ailleurs que les travailleurs du Dpt 37 préféreraient de beaucoup le délégué combatif qu'il était, au plumeux dénonciateur qu'il est aujourd'hui.

S'il veut s'en rendre compte de visu, qu'il vienne faire un tour au Dt 37 avec ses informateurs s'ils osent se montrer.

VOIX OUVRIERE 6 octobre 1965
C.G.T. répondait par un numéro du journal C.G.T. du Dpt 37, le matin même des élections la « LE CLOU » :

BAS LES MASQUES
Rarement, une période pré-électorale pour les élections de délégués s'est déroulée dans une atmosphère d'anti-cégétisme aussi virulent. C'est vraiment l'unité d'action contre la C.G.T. sur des bases communes :

— une commune volonté de renouveau du syndicalisme français — Pluralité syndicale — Collusion C.G.T.-Patronat.

Tout le monde y participe : C.F.D.T., F.O., UNITE TRAVAIL, VOIX OUVRIERE et autres.

Notre département n'échappe pas à cette hargne contre notre Centrale syndicale, contre ses militants.

VOIX OUVRIERE dont nous connaissons les exploits, se distingue cette année.

Son programme : « Si vous allez quand même voter, rayez les noms de vos délégués C.G.T. ; ce sera suffisant, même en petit nombre, pour les mettre hors de course ».

Nous ne contestons à personne, si l'on pense que tel ou tel délégué n'a pas rempli son mandat ou est incapable de le remplir, de le faire savoir par son vote. Mais, là nous ne trouvons pas de mots pour dénoncer une telle attitude.

C'est cela, « pitres » de Voix dite Ouvrière, l'émancipation des travailleurs ?

C'est cela, « pitres » de Voix dite Ouvrière, une attitude révolutionnaire ?

Pas de délégués C.G.T. dans le département, pas de représentants : plus de possibilité de défendre les travailleurs. Comment s'expliquent-ils, ces complices de la Direction ?

Comment expliquent-ils aux travailleurs (caristes, pontonniers, balayeurs, etc.) montés hier matin lors d'un débrayage en délégation au département pour leurs revendications, qu'eux ne veulent plus voir l'année prochaine les travailleurs défendre leurs revendications avec leurs délégués ?

COMMENT, SINON, QU'UN SERVICE EN VAUT UN AUTRE ?

A LA D.C.P.R.S.

A vous, travailleurs, de juger de telles méthodes !

Nous avons été étonnés, en lisant le tract de la section syndicale C.F.D.T. de ne pas y trouver l'activité de l'année, les revendications défendues, celles obtenues ; FLINS, c'est peut-être la panacée universelle, mais ce n'est pas suffisant...

SI VOUS VOLEZ ETRE MIEUX DEFENDUS ? En cela nous sommes d'accord, mais alors, faudrait-il que la C.F.D.T. dépose plus de tracts ou quatre cahiers de revendications dans l'année au département ?

Nous ne demandons pas une sanction plus sévère à son égard, syndicales ont lancé une action sans avoir essayé de toucher la grande majorité des travailleurs intéressés pour les inviter à y participer.

Nous sommes d'accord pour que les actions soient menées en commun, nul ayant que nous ; alors, Camarades de la C.F.D.T., de la bonne volonté.

Très justement, comme cela est écrit, c'est le SOUCI de l'UNITE qui anime les travailleurs, inquiets bien souvent de ne pas trouver la C.F.D.T. dans les actions qu'appuie la C.G.T.

ENTENDONS-NOUS BIEN : L'UNITE OUVRIERE QUI, DEJA, EST FAITE DANS DE TELLES ACTIONS APPELE L'UNITE SYNDICALE.

ALORS, POURQUOI DEUX SYNDICATS DE FORCE EGALE, QUAND LES VEUX DE TOUS SONT :

UNE SEULE CLASSE OUVRIERE. UNE SEULE ORGANISATION SYNDICALE.

Lisez, si vous ne l'avez pas lu, « LE CLOU » sur notre activité passée. Prenez tous les journaux syndicaux que vous trouverez : C.F.D.T., S.I.R., F.O., VOIX OUVRIERE, etc. Faites la comparaison et vous serez convaincus.

ET POUR L'UNITE, AUJOURD'HUI, VOTEZ C.G.T. !!!

NOTRE CAMARADE HALBEHER S'ADRESSE AUX TRAVAILLEURS DU 37.

Cher Camarade, C'est évidemment une affaire troublante que celle que nous avons soulevée dans notre journal syndical. Et vous pensez, comme moi, que ce n'est pas la mise au point de la « voix » ouvrière, qui va blanchir l'intéressé. Pourquoi ? Et bien parce qu'il nous semble que cet intéressé a trop bien compris ce que nous voulions dire.

Nous ne demandons pas une sanction plus sévère à son égard. Nous demandons qu'il en soit de même dorénavant pour tous les travailleurs à qui l'on reprocherait une telle « faute », et nous faisons allusion à d'autres cas qui se sont traduits par des sanctions beaucoup plus dures, sauf lorsque la réaction des travailleurs contraignait au recul.

Toutefois je vous fais confiance, et je suis certain que notre article vous aura encore aidés à faire la clarté.

Des que Pinardon, qui me frappe et qui m'empêche de pénétrer à l'intérieur de l'usine aura cessé, je n'hésiterai pas une seconde à venir vous voir.

En attendant, comme je le fais régulièrement à chaque fois que je rencontre des travailleurs du Département 37, je ne saurais que vous inviter à venir au siège du Syndicat, où nous examinerons ensemble les moyens de mettre au pas ces deux ou trois « fautes » que l'on retrouve au département 37 cet élan d'union et de solidarité qui nous a toujours animés à notre époque, au grand désespoir de la Direction.

Pour terminer, je vous engage à réfléchir sur le chemin suivi par d'autres « révolutionnaires » de la même famille, que certains d'entre vous ont connus : un certain METRAL... rendu à la D.C.P.R.S., un certain IRSELU... etc... etc...

Quant à moi, je suis toujours au poste le plus exaltant qu'un ouvrier honnête puisse connaître dans sa vie : RESPONSABLE A LA C.G.T.

La conclusion, les travailleurs du département 37 l'ont tirée à leur façon. Comme nous l'avons dit, cela se passait à la veille des élections ; à celles-ci la CGT est passée, dans le département, de 66,26 % des voix à 56,89 %.

Les voix perdues par la C.G.T. ont été gagnées par la C.F.D.T. Ce sont les dirigeants de la C.G.T.

qui ont fait le choix, car nous ne pouvons pas non plus que, l'année dernière, au département 37, arbitrairement mais sûrement, les ouvriers révolutionnaires ont été exclus de la C.G.T.

Et pour des raisons semblables ou pour d'autres, la CGT a perdu, sur l'ensemble de l'usine, 2 % de ses voix et sept sièges.

ECHOS DES ENTREPRISES

LES « échos » publiés dans cette rubrique sont extraits des bulletins « Voix Ouvrière » qui paraissent régulièrement dans un certain nombre de grandes entreprises de la région parisienne et des autres centres industriels importants.

En effet, le présent périodique représente l'élargissement de l'activité que des militants ouvriers mènent dans leurs entreprises au moyen de ces bulletins, depuis plusieurs années déjà en certains endroits. La dégenérescence des partis dits ouvriers, la sclérose des appareils syndicaux se manifestent en premier lieu dans leurs tracts et leurs journaux d'entreprise ou d'atelier, tracts et journaux qui n'expriment plus depuis longtemps ni les préoccupations, ni les sentiments, ni les intérêts des travailleurs.

C'est pourquoi, fin 1956 — alors que sur les ordres d'un Premier ministre « socialiste » les avions français bombardèrent Fort-Saïd, alors qu'aux applaudissements du parti « communiste » français les tanks russes céraisaient l'insurrection hongroise, alors que le premier avec la complicité du second envoyait les jeunes travailleurs français se battre en Algérie — parurent les premiers bulletins « Voix Ouvrière », simples feuilles photocopiées recto verso, destinées à faire entendre dans les usines la voix des ouvriers révolutionnaires.

Depuis, le nombre de ces bulletins n'a cessé de croître. Leur présentation est toujours la même : au recto, un éditorial commun — pour l'essentiel celui ci-dessous —, au verso, des échos locaux se rapportant à chaque entreprise et commentant les faits majeurs de la vie de l'usine, dénonçant l'exploitation quotidienne et ses agents directs ou indirects, analysant et critiquant d'un point de vue révolutionnaire la tactique des centrales syndicales.

Ces bulletins paraissent tous les quinze jours, certains depuis plusieurs années, d'autres depuis quelques mois à peine, et tous ont rencontré, malgré l'opposition souvent violente des bureaucraties syndicales et politiques, un accueil favorable auprès des travailleurs qui peuvent ainsi connaître et vérifier les idées révolutionnaires sur les problèmes concrets qui se posent à eux journalièrement à l'atelier ou au bureau.

C'est pourquoi ces bulletins doivent se multiplier et paraître dans de nouveaux secteurs ; partout où des prolétaires sont soumis à l'exploitation du capital. Expression d'une tendance révolutionnaire au sein du mouvement ouvrier, les bulletins « Voix Ouvrière » sont ouverts à tous les militants qui se réclament de la lutte des classes, à tous les travailleurs conscients.

EDITORIAL

DES BULLETINS D'ENTREPRISE « VOIX OUVRIERE »

LES ETUDIANTS AMÉRICAINS ET LA GUERRE AU VIETNAM

À radio, la télévision, toute la presse, ont décrit et commenté avec stupeur les manifestations d'étudiants du dernier week-end, aux Etats-Unis, contre la guerre du Viet-nam. Les faiseurs d'opinion avaient tellement présenté la guerre du Viet-nam comme un choix de tout le peuple américain qu'ils avaient fini par se convaincre eux-mêmes avec leur propre mensonge.

Plus de 10.000 étudiants dans la rue à Berkeley en Californie. Plus de 20.000 à New York. Plusieurs milliers encore en d'autres points du territoire.

Ce qui surprit le plus, d'après la presse, c'est la sympathie de la rue envers les manifestants, sympathie telle que les quelques contre-manifestants d'extrême-droite apparurent distinctement comme n'étant absolument pas représentatifs des opinions de la majorité du peuple américain.

Oui, cela bouge aux U.S.A. — Et le « Figaro » qui s'y connaît peut bien écrire qu'à Washington « on se montre fort embarrassé par ces manifestations... ».

Bien sûr, il ne s'agit encore que des étudiants. Aux Etats-Unis aussi, il faut que ce soient les étudiants qui commencent ce genre de combat. Aux Etats-Unis il existe un mouvement syndical à l'image de ce pays gigantesque et de ses trusts colossaux. Mais contre la guerre du Viet-nam les dirigeants des syndicats américains n'ont rien fait. Au contraire, les dirigeants des syndicats américains sont connus pour être réactionnaires et anticommunistes. Ce n'est pas par « apolitisme » qu'ils n'interviennent pas, mais parce qu'ils soutiennent la politique du gouvernement américain.

Souvenons-nous qu'ici aussi, en France, les premières manifestations contre la guerre d'Algérie ont été organisées par les étudiants et en particulier par leur organisation syndicale, l'U.N.E.F.

Ce n'est qu'ensuite, devant le succès considérable remporté par les manifestations de l'U.N.E.F., que les organisations qui prétendent parler au nom des travailleurs, Parti Communiste, Parti Socialiste, syndicats, etc., se sont vu obligés d'intervenir à leur tour. De plus en plus nombreux, les jeunes travailleurs, et les moins jeunes, s'associaient spontanément aux manifestations d'étudiants.

Il n'y a pas de raison pour que le processus ne soit pas le même aux Etats-Unis. Les travailleurs, là-bas comme ici, sont plus profondément opposés au capitalisme et au gouvernement que les étudiants. Mais les organisations des travailleurs n'appartiennent pas aux travailleurs, alors que les organisations étudiantes appartiennent aux étudiants. Ce n'est que dans des circonstances exceptionnelles que les étudiants s'opposent dans leur immense majorité aux actes du gouvernement. Mais dans ce cas, leurs organisations expriment leur opposition.

Les travailleurs, eux, pour pouvoir montrer leur opposition, doivent d'abord vaincre les dirigeants de leurs propres organisations, dirigeants qui ne sont pas fondamentalement opposés au capitalisme et qui sont là pour faire office de soupape de sûreté.

La détermination des étudiants, le fait qu'ils entrent en lutte et qu'ils manifestent, leur fera forcément rencontrer un écho dans la classe ouvrière américaine. Les travailleurs entendront la voix des étudiants. Ils verront leur exemple. Ils sauront bien organiser, eux-mêmes, alors, leur propre lutte contre le capitalisme américain qui les envoie mourir dans les jungles tonkinoises pour asservir un peuple qui n'est en rien leur ennemi et pour sauvegarder la domination des capitalistes et des banquiers américains et de leurs sous-traitants anglais, français ou autres, sur les trois quarts de l'humanité.

Et alors le jour où le prolétariat américain commencera à frissonner, le jour où il fera seulement mine de se dresser de toute sa taille pour dire : « Je suis là », la terre entière tremblera et le monde changera de bases.

V. O.

La carence des organisations syndicales dans l'établissement d'un programme pour nos luttes revendicatives

Aux Assurances Générales

SAVOIR CE QUE L'ON VEUT SUR LA PRIME

Mardi dernier à la Vie, une « Note au Personnel » signée des diverses organisations syndicales cadres et employés était distribuée dans les bureaux. Cette note faisait le point des entretiens qui se déroulent depuis trois semaines entre la direction et les représentants syndicaux à propos des mesures que la direction entend prendre concernant l'harmonisation des conditions de travail et des rémunérations de l'ensemble du groupe.

Nous avons été heureux de cette initiative ; il est indispensable, en effet, que nous soyons tenus au courant des projets de la direction, et, face à ceux-ci, de la position qu'entendent prendre les syndicats.

Justement, après lecture de la note, cette position ne nous paraît pas claire. D'une part, la note parle de « commission d'études », nous décrit le « plan de travail », nous indique que « ...la discussion aurait lieu au sein de chaque compagnie » et conclut : « Aucune décision ne sera prise sans que nous ayons d'une part, connaissance de l'ensemble du problème et d'autre part, votre avis ». Tout ce vocabulaire indique clairement que les syndicats se sont engagés à établir, de concert avec la direction, les bases d'un nouveau système de rémunération.

D'autre part, les délégués interrogés dans les services nous affirment qu'il ne s'agit plus de commissions, comme il en avait été question avant les vacances, mais de simples entretiens par lesquels la direction tient les syndicats au courant de ses projets ; d'ailleurs, pour chaque point « discuté » la note ne nous indique

effectivement que le projet patronal ; et des syndicats C.G.T. nous ont affirmé qu'en aucun cas la C.G.T. n'apposerait sa signature à un « accord » d'harmonisation.

Pour nous, employés, cette équivoque est intolérable. Au moment où la direction s'ingénie à dresser les employés d'une branche contre ceux des autres branches, à broiler délibérément les cartes en avançant des projets qu'elle dément le lendemain, la position des syndicats devrait être d'autant plus claire et rigoureuse.

C'est le moment où jamais pour les syndicats de proclamer leur programme revendicatif. Et pour entraîner l'adhésion totale des employés, ce programme ne pourrait être que celui-ci :

« Le problème de la fusion n'est pas notre problème. Mais fusion ou pas fusion nous revendiquons : à égalité de grade et d'ancienneté, égalité de revenu et de promotion quelle que soit la compagnie où nous travaillons ; — retour immédiat aux 40 h sans diminution de salaire et discussion sur l'abaissement de la durée du temps de travail en dessous des 40 heures ;

— augmentation générale des salaires de 200 F par mois ; — pas de revenu annuel inférieur à 12.000 F ;

— suppression de toute référence à « la bonne gestion » ou « aux bénéfices » dans le calcul des revenus.

Que nous n'ayons pas actuellement la force de faire aboutir ce programme, c'est certain. Mais c'est justement en sachant exactement ce que nous voulons et en nous fixant clairement des objectifs qui en valent la peine que nous rallierons en une grande puissance toutes les velléités qui se gaspillent isolément. » (Extrait du n° 58 de la V.O. Assurances Générales.)

A la C.S.F. (Levallois)

SYNDICAT OU ARMEE DU SALUT ?

La C.F.D.T. vient de nous soumettre ses propositions pour un programme revendicatif. Elle réclame entre autres :

— Pas de salaire inférieur à 600 F pour un horaire hebdomadaire de 40 h. ;

— Retour aux 40 h. sans perte de salaire par la réduction de 2 h. par semaine à débarrassant aux 40 h. en... 1970.

Soyons sérieux. Personne ne se battra jamais pour le salaire minimum de famine que revendique la C.F.D.T. Car s'il est bien sûr ahurissant qu'en 1965 certains travailleurs ne gagnent pas 600 F par mois, quand bien même ils les gagneraient, pourraient-ils vivre plus décemment ? Et ceux qui gagnent plus de 600 F pour quels objectifs précis devront-ils se battre ? En effet, la C.F.D.T. propose que « l'augmentation annuelle de la masse salariale » suive « le coût de la vie réel » pour que nous ayons part « aux fruits du travail ». On nage en pleine impré-

cision. Un des rôles des Centrales syndicales, qui possèdent un appareil technique et militant largement implanté dans le pays, doit être de proposer un chiffre pour l'augmentation demandée en fonction des besoins des travailleurs, et qui servirait de base à la discussion.

Quant à la tactique de retour progressif aux 40 h., les syndicats la mettent en avant avec le succès que l'on sait depuis... 1947. Mais le patronat lui ne se gêne pas pour réduire les horaires ou mettre en chômage les travailleurs sans délai lorsqu'il en a besoin (voir Nantes et Saint-Nazaire).

Si la C.F.D.T. espère un jour nous faire entrer en lutte, qu'elle nous propose des objectifs qui en valent la peine : retour immédiat aux 40 h. sans perte de salaire, augmentation de 200 F mensuels pour tous, pas de salaire inférieur à 1.000 F. Car c'est en nous battant pour cela que nous obtenons une amélioration réelle de notre niveau de vie et non en faisant confiance à la charité chrétienne du patron.

SUR LA PRIME

Par un avis au personnel, notre Président Directeur M. Blanhart nous annonce la prime :

— 125,00 F pour les coefficients 0 à 240 ;

— 175,00 F pour les coefficients 240 à 280 ;

— 200,00 F pour les coefficients 280 et au-dessus ;

— 250,00 F pour les cadres. — Pour une prime hiérarchisée, cela en est une. — Mais il y a mieux. — Pour toucher cette prime il ne faut pas avoir été absent plus de trois semaines entre septembre 63 et octobre 64, ou ne pas avoir un cumul d'heures d'absence supérieur à 135 heures dans la même période. Cette prime devrait d'autre part nous être versée avant la fin du mois. Ce que ne nous dit pas la Direction, c'est que cette prime représente 1 % de la masse salariale et que depuis le début de l'année nous n'avons eu que 1,5 % d'augmentation. La Direction a trouvé là un moyen avantageux pour elle de ne nous verser que 1 % d'augmentation.

Devant une répartition aussi injuste, tout le monde s'indigne. La C.F.D.T. fait faire des cartes postales « Tu touches ou tu ne touches pas » à envoyer à M. Blanhart.

Tous les centres S.N.E.C.M.A. ayant débarré, nous, à Kellerman, nous avons organisé à 1 heure jeudi dernier. Voilà où nous en sommes : débarrer contre le mode de répartition de la prime. Alors pourquoi les syndicats avaient-ils réclamé une prime ? La Direction a sauté sur l'occasion.

Les syndicats avaient réclamé 250 F de prime. Ils ont eu gain de cause... pour les cadres. Pour les autres il faut envisager la lutte. Alors tant qu'à faire n'aurait-il pas été plus sérieux d'engager la lutte dès le début pour : — l'intégration des primes dans le salaire ;

— une augmentation de 200 F par mois pour tous.

(Extrait du n° 45 de la V.O. S.N.E.C.M.A.)

VOIX OUVRIERE
29, rue de Château-Landon
Paris-X^e
Abonnement 6 mois : 10 F,
au nom de Maurice Schreëdt,
C.C.P. Paris 9424-78.

Directeur de publication :
M. SCHREëDT

Distribué par les N.M.P.P.

Imprimerie Parisienne
Wilson - Proudhon
86, avenue du Président-Wilson
La Plaine-Saint-Denis (Seine)

Travail exécuté
par des ouvriers syndiqués.

Mensonges, calomnies... et coups Le PCF appuie le "démocrate" Mitterrand mais ne change pas ses méthodes

AUX CHANTIERS DE
L'ATLANTIQUE

LES MENTEURS

Dans un tract diffusé aux Chantiers, le PCF prétend que nous soutenions Defferre en mars. Le PCF a certes besoin de recourir à la calomnie et à l'amalgame, procédé dont il est familier, pour essayer de masquer le désarroi de ses militants et de nombreux travailleurs, devant le soutien qu'il apporte à F. Mitterrand. Mais nous le mettons au défi de démontrer publiquement, en citant honnêtement nos prises de positions, que nous avons à un moment quelconque soutenu Defferre. Il serait, à ce propos, assez instructif pour les rédacteurs du tract qu'ils relisent les « Humanité » d'il y a quelques mois, qui se gardaient de rappeler que le maire de Marseille était soutenu par les conseillers municipaux UNR.

Mais nous remercions malgré tout les rédacteurs de cette prose. Ils nous permettent d'apprendre ce que le PCF considère comme un « homme de gauche » :

— C'est un politicien qui, comme ministre des anciens combattants, brisa la grève des fonctionnaires de son ministère et licencia 23 % d'entre eux en représaille.

— C'est un homme qui déclarait en 1954, alors qu'il était ministre de l'Intérieur, au début de l'insurrection algérienne : « La seule négociation, c'est la guerre », ou autre phrase célèbre comme « l'Algérie, c'est la France ».

Ce ne sont que quelques détails de la biographie de Mitterrand.

Nous sommes navrés, mais nous persistons à penser, et à le dire, que pour nous, un homme de gauche, ce n'est pas cela.

(Extrait du N° 134 de la VO - Les Chantiers.)

CHEZ RHONE POULENC

LA CARAVANE PASSERA A COTE

Le Parti communiste français a distribué un tract où comme d'habitude, l'amalgame, le mensonge, la calomnie, l'insulte sont les principaux arguments.

Cela, parce que pour nous, les moyens véritables pour mettre fin au gaullisme, consistent à changer le sort des travailleurs en ayant un programme permettant de galvaniser et enthousiasmer les travailleurs des usines et des campagnes, et alors le gaullisme sera vraiment menacé dans son existence.

Mais le parti communiste est incapable, se poitant d'attribuer des propositions d'insultes le prouve. Il en est réduit à insulter

ceux qui proposent de véritables solutions, difficiles certes, mais efficaces.

(Extrait du n° 61 de la V.O. Rhône-Poulenc.)

CHEZ BERLIET

AU MILITANT DU P.C.

Dans un long papier diffusé la semaine dernière, le P.C.F. s'en prend à « Voir Ouvrière » en tentant de l'amalgame avec un groupe d'extrême-droite, Europe-Action, ou avec le C.A.T. — nouveau syndicat qui, à peine créé, s'est trouvé accaparé par des militants d'obédience fasciste.

Nous ne répondrons pas à ce tonnerre de calomnies, chacun étant libre à notre avis de garder ses idées, si infectes soient-elles. Tous les goûts sont possibles. Les calomnies du P.C.F. n'insultent que lui-même.

Ce qui est, à notre avis, inqualifiable, ce sont les attaques physiques contre nos diffuseurs ou nos vendeurs. Nous ne nous laisserons pas intimider de cette façon. Nous ne voulons pas nous battre avec les nerfs du P.C.F. Mais nous ne céderons pas. A eux de savoir s'ils iront une fois de plus plus jusqu'au meurtre.

En tout cas, nous pouvons dire aux plus conscients d'entre eux, et à ceux, nombreux aussi, qui sont honnêtes et qu'ils arrivent à nous imposer silence par les coups, ce serait l'indice qu'ils sont prêts à préparer les travailleurs à un avenir tragique.

Quand les idées, les échanges d'opinions, les polémiques, ont fait place dans les rangs ouvriers, aux coups et aux matraquages, la voie est libre pour le patronat, ses flics et les bandes fascistes.

Nous terminerons en disant seulement que nous aurions aimé, comme beaucoup de travailleurs, voir les nerfs du P.C.F. manifester la même énergie contre les C.R.S. et les flics que celles qu'ils utilisent contre quelques jeunes étudiants qui ont, eux, un idéal et qui savent le défendre, même s'il faut pour cela recevoir des coups de brutes ignares et imbéciles.

Nous sommes persuadés que les travailleurs sont juges.

CHEZ J.J. CARNAUD

LA LOGIQUE DE L'AGE DES CAVERNES

Lors de la dernière diffusion de notre bulletin, des militants de la C.G.T. s'en sont pris à notre camarade qui diffusait et lui ont déchiré un journal et des tracts, en le menaçant pour le cas où il reviendrait, car « le Rhin n'est pas loin... ont-ils précisé.

Ici, heures supplémentaires et travail du dimanche Là, réduction d'horaire... et des salaires

AUX N.M.P.P.

A BAS LES HEURES SUPPLEMENTAIRES

Depuis environ un mois, les 40 heures de travail des gars de Paul Lelong sont répartis sur 6 jours au lieu de 5. De ce fait, le travail du dimanche est payé en heures supplémentaires et fait par des volontaires, d'après les récents accords Patron-C.G.T. (celle-ci n'a d'ailleurs consulté personne, bien entendu).

Si, par cette manœuvre, notre faible salaire légèrement augmenté, c'est au prix d'une dépense supplémentaire de santé, de force physique et aux dépens de notre vie privée, nous enchaînons toujours plus dans le boulot, qui, d'ailleurs, en fin de compte, n'améliore strictement rien. Par contre, elle permet avant tout au Patron de suppléer un manque de personnel dans l'ensemble des Messageries par une rotation toujours plus grande des travailleurs. La Direction pourra ainsi boucher les trous creusés par le départ des

travailleurs qui vont chercher ailleurs de meilleurs salaires.

Les heures supplémentaires n'ont jamais été une solution à nos problèmes. Ces heures, nous devons les utiliser pour nous organiser, afin d'obtenir une augmentation des salaires.

Ce n'est pas le travail qui paie en régime capitaliste, mais la bagarre.

(Extrait au n° 2 de la V.O. N.M.P.P.)

CHEZ MICHELIN

JAMAIS LE DIMANCHE !

Le travail du dimanche était jadis peu populaire à V.D. Michelin qui a besoin de monde pour l'entretien, a accordé de justes compensations à qui consentait à venir travailler. Malheureusement, il n'a pas d'inquiétude à avoir ; pour quelques billets de mille chaque mois, nous renonçons facilement à voir notre famille. Père, quand nous ne sommes pas appelés, nous sommes déçus, tout juste si nous ne nous faisons pas !

Il n'y a pas de quoi être fiers ! (Extrait du n° 124 de la V.O. Michelin.)

Déchirer des journaux parce que les idées qui y sont exprimées ne plaisent pas, et menacer de cette façon, ne sont pas des méthodes qui honorent des militants ouvriers. Et un bon nombre de travailleurs de Carnaud (y compris les syndiqués C.G.T.) ont su montrer leur réprobation à ce sujet.

Nous ne pouvons dire à ces gens qui cogent avant de réfléchir que nous ne nous laisserons pas intimider. Ni à Carnaud ni ailleurs, nous ne renoncerons à défendre nos idées parce qu'on nous menace.

Disons-leur seulement que s'ils réussissent à nous faire faire à coups de poing, ils n'auraient pas à être très fiers d'eux.

En supprimant la liberté d'expression, en remplaçant les arguments par des coups, on n'aurait fait que mâcher le travail au patronat, à ses flics et aux nerfs fascistes.

AUX ASSURANCES GENERALES

BOOMERANG

Un fascicule a été diffusé aux portes de trois compagnies. Il s'agissait d'un « bulletin de liaison des sections C.G.T. du Groupe ». L'apparition d'un tel bulletin témoigne du désir des syndiqués d'unir leur action sur l'ensemble des trois branches.

Malheureusement, ce premier numéro contenait un article injurieux à l'égard du « Bulletin des Assurances Générales », accusant le groupe d'employés rédigeant ce bulletin de faire subir aux collègues de la branche Vie « un bourrage de crâne intensif », et de déverser « son fiel de division ».

A la branche Vie précisément, cet article a été d'autant plus mal accueilli que le bulletin incriminé jouit d'une grande popularité. D'autre part, l'intégrité et le courage de l'animateur de ce groupe, le souvenir qu'il a laissé dans les mémoires de ceux qui ont connu son passé de militant en étaient le meilleur démenti. En particulier, ceux qui étaient aux A.G. en 1953 ne sont pas près d'oublier que si à la Vie on fait 40 heures c'est bien grâce à sa vigoureuse intervention à l'époque.

Ce militant, « démissionné » de la C.G.T. n'en continue pas moins une action en dehors d'elle, et c'est ce qu'elle ne peut lui pardonner.

Nous apprenons d'ailleurs que l'article était du cru d'un permanent qui a voulu profiter de l'occasion pour s'envoyer des fleurs. Il n'a réussi qu'à se discréditer.

(Extrait du n° 68 de la V.O. Assurances Générales.)

CHEZ BOURGOGNE ELECTRONIQUE

VIVE LE PROGRES

On va mécanographier une partie de la comptabilité. Excellente innovation ! Les travailleurs ne peuvent qu'apprécier toute modernisation, toute mécanisation qui promet d'alléger leur tâche. Las ! On sait tout comment le capitalisme transforme cela à son profit. Les employés de la comptabilité le demandent déjà. Il est horaire — que la chute de la production n'aurait pas atteint le mois dernier — ne va pas subir une diminution. Or, si nous apprécions de travailler moins longtemps, nous ne pouvons accepter de voir fondre nos salaires, si est inacceptable que le progrès technique se solde par une diminution de salaire, donc par une exploitation accrue.

Pour nous protéger de cette stupidité, un seul remède : le salaire mensuel garanti pour tous !

(Extrait du N° 12 de la VO Bourgogne Electronique)

Protestations, dis MAIS LES ORGANIS n'envisager d'engager une

CHEZ BOURGOGNE

ELECTRONIQUE

POUR CETTE ANNEE C'EST COMPLET

En recevant leur dernière paye, de loin la plus maigre de l'année, certains sont allés individuellement réclamer une augmentation. Cela est très compréhensible, mais en plus du fait que la réponse est souvent négative, car, paraît-il, les instructions sont impératives : « Plus d'augmentation cette année ». Ce ne sera qu'ensuite que nous pourrions obtenir une augmentation, et pour tous.

La direction se moque bien de nos fins de mois difficiles, seule la contrainte la fait céder. Nos syndicats, si efficaces et atteints d'une timidité qui paraît devenir chronique avec le temps, ont maintenant, au moment où la production reprend, une magnifique occasion de faire savoir qu'ils existent encore.

(Extrait du n° 4 de la V.O. Bourgogne Electronique.)

AUX CABLES DE LYON

COMME ON FAIT SON LIT...

Dans notre dernier numéro, nous écrivions : « Alors que vient le débrayage que peuvent déclencher les organisations syndicales dans les jours à venir, on peut prévoir sans trop s'avancer que, du moins dans leur intention, ils ne seront pas autre chose que des escarmouches symboliques ». Et le débrayage qui a eu lieu le 6 octobre, limité à une catégorie et auquel n'ont même pas participé par solidarité tous les élus du C.E., n'a pas en effet été décisif.

Il semble bien pour le moment que la note à payer de la D.G. ne sera pas lourde pour elle. Et dans ce cas, il faut bien prévoir qu'elle ne se gênera pas beaucoup pour recommencer lorsqu'elle le jugera bon et quelle estimera l'émotion apaisée.

Une fois de plus, nous le disons, les organisations syndicales qui devraient monter à l'ensemble des travailleurs comment résister, comment se défendre, comment vaincre le patronat, aboutissent à l'effet inverse. A l'heure actuelle, ce sont elles qui démoralisent et découragent les travailleurs.

Les militants honnêtes ne peuvent pas ne pas s'en rendre compte. C'est à eux de réagir et d'intervenir. Les travailleurs sont les plus forts, et si les patrons ont le dessus aujourd'hui, c'est bien parce que les organisations syndicales partent vaincues.

(Extrait du n° 124 de la V.O. Câbles de Lyon.)

A AIR-FRANCE

PRENONS CE QU'ON OFFRE ET EXIGEONS LA SUITE

Il est actuellement question d'une diminution du temps de travail de 10 minutes.

Evidemment, on est loin de la journée continue, mais si la direction est prête à nous accorder ces 10 minutes, il n'est pas question de les refuser sous prétexte que c'est la journée continue ou les 40 heures que nous voulons.

Or, le Syndicat autonome (S.N.A.P.A.F.) dans un tract du 9 octobre 1965 déclare que nous ne pouvons accepter ces « 10 petites minutes » sous prétexte cela permettrait à la direction de nous refuser la journée continue. Car ces Messieurs du S.N.A.P.A.F. se font aujourd'hui les champions de la journée continue. Et quand on sait qu'il y a plus de deux mois un de leur

tract préchait la conciliation entre direction et syndicats pour étudier les modalités d'application de l'horaire continu, on peut juger facilement de la façon dont le S.N.A.P.A.F. entend défendre le personnel d'Air - France.

La lutte pour l'horaire continu ne dépend d'aucune façon de ces « 10 petites minutes ». Si nous voulons vraiment la journée continue, ce ne sont pas les 10 minutes accordées qui nous empêcheront de nous battre pour l'obtenir.

— Oui aux 10 minutes, et si nous voulons l'horaire continu, ne nous contentons pas de prier la Direction.

A LA C.A.F.

APRES LES PETITIONS QUE FERONS-NOUS ?

A l'occasion de l'inauguration de la Casse régionale de la Sécurité Sociale par M. Gilbert Grandval, une pétition C.G.T. a circulé dans les bureaux destinée à rappeler au ministre nos principales revendications :

— prime d'anniversaire de 250 F, — réduction d'horaires, etc. Des fois que le ministre ne se souvienne pas que l'on a besoin d'argent et de temps pour vivre un peu.

Le jour de l'inauguration, cette pétition ainsi que d'autres provenant des organismes de S.S., ont été portées « massivement » au lieu prévu. La C.G.T. nous apprend que le ministre est « rentré par la porte de derrière ». Ce qui a dû déplaire, sans doute, puisqu'il parait que des gens ont crié « sur l'air des lampions » :

Ce n'est partout

CHEZ CHAUSSON

SOYONS RESPONSABLES DE NOS LUTTES

Grève d'une heure et manifestation devant les bureaux mardi 12 octobre, chez Chenaud. Comme d'habitude la direction a opposé un refus complet aux revendications de nos camarades. Nous précisons que leurs revendications sont les mêmes que les nôtres. Ceci nous amène à nous poser le problème des moyens de lutte. Nos camarades ont raison d'engager l'action. Mais pourquoi chez Chenaud seulement ? La tactique des organisations syndicales est-elle celle du « harcèlement » par usine ? Nous aimerions bien le savoir. Bien sûr quelques travailleurs de la R.U. ont été consultés, les délégués leur avaient donné un formulaire où entre autres questions il était demandé : « Assurez-vous que les propositions d'action à nous soumettre ? »

On peut douter que si on avait répondu qu'il fallait une grève d'ensemble, les syndicats auraient tenu compte de notre avis ; puisqu'ils ne consultent qu'une partie du personnel après d'ailleurs que l'action ait été engagée chez Chenaud seulement.

Pendant la discussion des accords en mai-juin dernier, nous avions débrayé : 2 heures de grève, tous les 8 jours pendant un mois. Et, brusquement, alors que l'ensemble des travailleurs suivait, les syndicats ont tout arrêté. Cela en dit long sur leur capacité à nous diriger. Qu'il soit nécessaire d'engager la lutte, c'est évident. Le patron n'accordera rien autrement. Mais la lutte véritable n'est pas un simple retard dû à une désorganisation, mais doit se traduire par une

ussions, pétitions ATIONS SYNDICALES it nulle part lutte sérieuse

« Grandval, des sous ! » Rien n'y fit. Gilbert ne répondit point. « Que faire des pétitions ? » ont dû se demander sérieusement quelques-uns. C'est alors que le directeur de la C.R.S.S. les en a débarrassés en leur permettant de les « transmettre » à la personne intéressée. Heureusement qu'il était là...

Toujours est-il que ces pétitions sont allées rejoindre beaucoup d'autres dans la corbeille n° 127 bis d'un sous-secrétaire quelconque.

Nous signons des pétitions, soit. Mais si, ce qui est vraisemblable, le cœur de M. le ministre ne se laisse pas fléchir à la vue de ces nombreuses signatures, que ferons-nous ?

(Extrait du n° 92 de la V.O. C.A.F.)

A LA S.N.C.F.

DES PAROLES ET DES ACTES

Sous le titre : « L'action de tous apportera la solution », R. Lamarque, écrit dans « La Tribune des Cheminots » du 17 septembre, à propos des services administratifs, assimilés et magasins :

« Ces revendications aussi justes soient-elles ne resteront que des vœux pieux si la grande masse de nos collègues n'en prennent pas en main la défense ».

Après avoir écrit qu'« il ne suffit pas de passer son temps à maugréer contre ces injustices flagrantes » (R.C.F., prime et avancement) et qu'« il faut être résolu et lutter pour les supprimer », et rappelé les précédentes « actions » des administratifs, l'auteur de l'article continue :

« Ce sont tous les cheminots qui seuls pourront le faire », (faire aboutir ces revendications) et de préciser que les autres organisations C.F.D.T. et F.O. ont été contactées en vue d'une « nouvelle journée nationale d'action à l'occasion de la prochaine récupération ».

On sait comment les organisations syndicales traduisent dans la réalité les belles envolées épistolaires concernant notre lutte quotidienne.

La fameuse journée nationale d'action prévue pour le 8 octobre n'a obtenu qu'un relatif succès auprès de nos camarades des bureaux. Quelques dizaines de présents seulement à chacun des rassemblements.

Quant aux pétitions, si elles ont déclenché un certain écho parmi les administratifs (cela n'engage à rien de mettre sa signature au bas de vœux pieux), elles n'ont pas été portées à la Direction avec toute l'ampleur d'une journée dite nationale aurait dû leur donner.

Mais pourquoi être étonné ? Il est facile de dire ou d'écrire. Il est plus difficile de faire comme on a dit ou écrit, surtout lorsque l'on ne tient pas spécialement à aller trop loin, de peur de perdre l'autorisation de s'asseoir autour d'un tapis vert avec la Direction.

Nous aussi nous pensons que seule l'action de tous apportera la solution aux revendications qu'elles soient catégorielles ou générales.

Mais nous pensons aussi que, s'il ne suffit pas de passer son temps à maugréer contre les injustices, il ne convient pas de se perdre dans des « actions » que l'on sait, par avance, inefficaces et vaines.

Mieux vaudrait nous préparer plus sérieusement et plus longuement à une action plus décisive que de fatiguer tout un chacun dans des stériles escarmouches.

Si ce n'est pas cela que la C.G.T. se propose d'organiser, sachons nous passer d'elle.

A LA C.A.F.L.

TANT VA LA CRUCHE A L'EAU !

C'est le vendredi 8 octobre qu'a eu lieu le premier licenciement effectif.

Visiblement, la direction évalue notre combativité en ce moment. Pour un licencié, elle a eu droit à une grève de trois heures de l'atelier dans lequel il se trouvait, et à un arrêt de travail d'une heure à l'échelle de l'entreprise.

Elle compte peut-être renouveler son expérience sur un nombre limité de travailleurs pour les jours à venir, puis, en mettre quelques autres à la retraite anticipée, en espérant ainsi petit à petit arriver à ses fins.

Mais comme nous, elle a dû particulièrement remarquer ce qui s'est passé chez Brissonneau et Lotz à la Rochelle. A la suite de réductions de commandes (on connaît ça), la direction avait décidé de licencier une soixantaine d'entre eux. Les premiers licenciements s'étaient faits relativement dans le calme mais les promesses de reclassement s'étaient avérées illusives. La colère s'est emparée des ouvriers qui ont envahi les bureaux détruisant une grande partie des archives et des documents.

Pour faire reprendre le travail la direction a reporté ses mesures et fait d'autres promesses. Ce ressemblait.

En tout cas, on peut voir qu'elles sont particulièrement sensibles à l'action directe.

POUR SE PROTÉGER DES LICENCIEMENTS ET CHANGEMENTS D'HORAIRE AU GRÉ DU PATRON OU DE LA PRODUCTION CAPITALISTE

CHEZ DESFOSSÉS

POUR LA GARANTIE DES SALAIRES

Aux « mauvaises », la direction a décidé d'organiser le travail en 4/6. La conséquence de cette application pour nos camarades qui opèrent en équipes de 8 heures et venaient travailler le samedi en heures supplémentaires, sera une perte de salaires d'environ 200 F par mois. Ce n'est pas une mince somme, surtout pour des salaires aussi bas.

Mémet n'a évidemment pas envisagé cette solution dans le but de réduire le temps de travail. La direction dans cette affaire gagne sur tous les tableaux. Sa production sera assurée en 6 jours la même somme de travail, ou même plus, sera fournie par le même nombre de bras (elle n'a pas parlé d'embauche) et elle se permet d'acquiescer en plus une partie importante du salaire réel basé sur 6 jours de travail (même si le 6e jour était effectué en heures supplémentaires). Que la direction, pour ses besoins, réduise par le système des équipes plus courtes (cas des 4/6) le temps de travail, cela se conçoit. Mais les travailleurs n'ont pas à en faire les frais.

Nous devons exiger le maintien du salaire réel pratiqué en 6 jours dans ce secteur. Ce fait illustre une fois de plus la nécessité pour nous tous de faire garantir nos salaires dans la Convention collective sous la forme d'un salaire mensuel garanti tout en refusant la réduction du temps de travail, ou en la subissant en cas de baisse du travail.

(Extrait du n° 123 de la V.O. Citroën.)

CHEZ CITROËN

Y EN A MARRE

Cette semaine, sur la chaîne DS, il ne s'est pratiquement pas passé un jour sans que la chaîne ne tombe en panne, provoquant de longs arrêts au partiels, allant de 1/4 d'heure à l'heure.

La direction n'entend pas évidemment perdre un seul centime de « sa production » et dans ces conditions, elle trouve vite la parade : changement de heures de pause, transferts de plusieurs voitures sur d'autres chaînes, au détriment bien sûr des camarades de ces sections, accélération des cadences après la remise en route de la chaîne, prolongation du travail après l'horaire normal de sortie, etc... Tout lui est bon pour rattraper la perte, sans se soucier de nous, évidemment.

Les pannes de chaînes sont des incidents mécaniques dont nous ne sommes pas responsables et nous n'avons pas à payer pour un des moteurs électriques qui bioquent ou des rouages qui se frottent.

Et puisque les machines montrent qu'elles mêmes ne peuvent supporter les dernières augmentations de cadences, qui, précisément, ont eu lieu. Or ces cadences, si sûr pouvait qu'un jour nous jassions comme elles : les arrêts de chaînes dureraient alors peut-être plus d'un quart d'heure.

(Extrait du n° 203 de la V.O. Citroën.)

AUX CABLES DE LYON

NE PAS CEDER A L'INTIMIDATION

A l'usine Câbles de Bezons, la direction procède à des licenciements aussi, mais d'une manière cavalière : les « victimes » sont prévenues à la toute dernière minute, le vendredi soir, qu'on ne veut plus d'elles. Or ces dames, si sûr pouvait qu'un jour nous jassions comme elles, de cette manière, aucune réaction collective à craindre.

La direction envisage-t-elle d'agir de cette façon avec nous également ? Une travailleuse à l'usine de Lyon a su montrer l'attitude à avoir en pareil cas : bien informée de son licenciement, le vendredi soir, elle n'a pas hésité à revenir le lundi et à faire valoir ses droits.

(Extrait du n° 124 de la V.O. Câbles de Lyon.)

AUX COMPTEURS

DE MONTROUGE

UN SALAIRE DECENT POUR LES 40 HEURES

Un remaniement de la production dans certains secteurs de l'usine a pour conséquence de supprimer les heures supplémentaires au-delà des 47 heures. Les travailleurs concernés travailleront le samedi, mais en heures majorées à 25 %, et non à 50 % puisqu'ils travailleront au-dessous de 47 heures dans la semaine, ce qui entraîne pour eux une perte de salaire importante. Une fois de plus nous nous apercevons que nos salaires de base sont ridiculement bas et que seule la pratique des heures supplémentaires rend notre salaire moins misérable. Si nous décidions de nous défendre, ce n'est pas pour avoir le droit de faire des heures supplémentaires, mais pour obtenir dans tous les cas un salaire de base équivalent.

La production passe avant la sécurité

A LA S.N.C.F.

DE LA COMPRESSION

A Chapelle-Triage, le C.G. vient de réaliser des prodiges. Pour ne pas changer, la compression est à la mode. A force de supprimer du personnel, des H.E. en particulier, il en résulte que dans certains chantiers, charbons, par exemple, il n'y a plus d'H.E. Pour pallier ce manque de personnel, les C.M.V. accrochent et callent les wagons. Ceci est très bien, mais où est la sécurité dans tout cela ?

Qu'importe, les trains partent et le jour où il y aura un accident, on peut être sûr que le C.G. trouvera un lampiste, un occurrentiel, le C.M.V., soit, parce qu'il ne faisait pas son travail ou bien parce qu'il faisait celui d'un autre agent. Qu'attendent les délégués pour intervenir ?

(Extrait du n° 141 de la V.O. Cheminots)

Jeune et surexploité, vieux et mort

A LA R.N.U.R.

L'AGE DE LA RETRAITE

Une suite de décès touchant des membres de la maîtrise du DT 37, dont le chef de département en l'espace de quatre mois a suscité un certain émoi. Les plus de 50 et moins de 60 ans s'interrogent sur leurs chances d'arriver à la retraite.

Les maladies de cœur qui fournissent le plus gros pourcentage de décès passés 50 ans sont des maladies que l'on pourrait dire spécifiques du régime capitaliste qui nous fait mener une vie de fou et les émotions que nous connaissons. Par ailleurs, les utopistes qui parlent de diminuer le temps de travail et d'avancer l'âge de la retraite passent pour de doux rêveurs. Les autres se contentent de mourir.

(Extrait du n° 210 de la V.O. - RNUR Dépt 37.)

LA ROUTE EST LONGUE

Un ouvrier du décolottage : 58 ans est mort brusquement dans le métro. Nous voyons une fois de plus que le chemin qui mène à la retraite n'est pas sûr. Beaucoup de nos camarades n'atteignent pas la soixantaine, et à soixante il reste encore cinq ans à faire. Alors, alors on peut bien sûr réclamer la retraite à soixante ans. Mais l'important c'est pour nous d'obtenir des conditions de travail qui nous permettent de profiter de la vie maintenant et dans nos

valent à notre salaire réel, et cela pour 40 heures par semaine. (Extrait du n° 29 de la V.O. Cie des Compteurs de Montrouge)

A AIR-FRANCE

INDICE D'OCTANE

Depuis trop longtemps la direction de DM-LA licencie, brime le personnel sans qu'aucune réaction de l'ensemble des travailleurs vienne la remettre à sa place.

Une journée d'absence pour maladie, une altercation avec un chef sont maintenant motif courant pour licencier un travailleur.

Que nous appartenions à DM-LA ou à d'autres divisions ces problèmes nous concernent tous, que nous soyons OS, employés ou professionnels.

Chez les OS de LA, la direction croit régner en maître, surtout que certains cheffailons, véritables chiens de quartier, se croient d'une essence supérieure.

D'ailleurs, il s'agit qu'il comprenne que si nous sommes d'une « essence » inférieure nous n'en sommes que plus détonants.

CHEZ DESFOSSÉS

UNE SOLUTION TOUTE « TROUVE »

Un ouvrier des machines tailleur s'est fait arracher la peau d'une main, la semaine dernière, au cours de son travail. L'ingénieur en chef de la sécurité, toujours génial a demandé à nos camarades de cesser dorénavant toute fonction quand la machine sera en marche.

Nous ne sommes pas, a priori, opposés à cela. Mais le chef de service ne l'entendait sûrement pas ainsi quand il lui faudra rendre des comptes sur la production, l'ineffable M. Trouvé se chargera de lui expliquer comment une machine peut fonctionner sans ouvriers... A nous de nous dépêcher de dépasser le cadre de ses propres fonctions.

(Extrait du n° 123 de la V.O. - Desfosés.)

PROFESSIONNELS AU RABAIS

Comme tous les ans à la rentrée, les jeunes sortant de l'apprentissage ont été placés dans l'usine. Ceux qui ont le C.A.P. sont classés J.P. et passent P.I. au bout de 6 mois et ceux qui ont « loupé » ne sont même pas payés comme O.S.I. et ils leur faudra attendre 6 mois pour passer l'essai de P.I. Quand ces jeunes revendiquent la paie de P.I. on leur rétorque qu'ils sortent d'apprentissage et qu'ils ont encore à apprendre : trois ans passés à l'école de la R.N.U.R. qui passe pour être l'« élite » des apprentis. Evidemment non ! C'est tout de même un sérieux bagage. Nous avons tous toujours quelque chose à apprendre. Viendrait-il à l'idée de payer le président-directeur moins cher sous prétexte qu'il a encore à apprendre ? Evidemment non !

Vous êtes jeunes, patientez, mais faites le travail en attendant. Eh bien non, nous ne voulons pas attendre, nous voulons la classification P.I.O. en sortant d'apprentissage.

(Extrait du n° 174 de la V.O. R.N.U.R. - Bât. C.)

st pourtant pas le calme plat

perte sèche pour le patron ou la perspective de cela.

Seule une volonté commune peut créer cette détermination, c'est donc à nous-mêmes qu'il appartient de prendre la responsabilité de la lutte.

(Extrait du n° 196 de la V.O. Chausson.)

CHEZ RHONE-POULENC

PAR ATELIERS PAR SECTEURS... OU TOUS ENSEMBLE

Lundi dernier, le personnel de la cour a débrayé 1 heure et tous nos camarades (une trentaine) sont allés exposer au patron les raisons de leur mécontentement au sujet de leurs salaires. Réponse négative de la direction, bien sûr. Mercredi, chacun a reçu une lettre d'avertissement pour occupation illégale des locaux de la direction. En réponse, un nouveau débrayage a eu lieu vendredi et la réponse de la direction est toujours négative... bien sûr. Le patron, comme à la cantine, a répondu au débrayage par la menace.

La C.G.T., dans un tract a ce sujet, nous dit que leur exemple doit être suivi et prétend « qu'en développant dans chaque atelier, secteur, de telles actions, nous intensifierons la pression indispensable pour obliger nos patrons à céder... » ce sont des trahisons. Car si nos camarades ont eu raison de penser que la grève seule peut faire céder le patron, et d'engager la lutte, suivre leur exemple pour récolter autre chose que des lettres d'avertissement, c'est nous mettre en jeu en même temps et pour des objectifs communs, et non par atelier et par secteur.

Au pilori

BUREAUX - R.N.U.R.

CHAPEAU !

Comme chaque année au moment du Salon de l'automobile, les cadres et les trentenaires ont eu droit à un ou deux billets gratuits pour aller au Salon. Il faut dire que dans les différents services il restait des billets non utilisés. Certains cadres administratifs eurent l'idée géniale de tirer au sort parmi le personnel du service les billets restants. Jusque là tout va bien. Mais où cela devient comique, c'est que les « heureux bénéficiaires » n'eurent pas tous l'autorisation d'aller au Salon pendant les heures de travail ! Bien sûr cela dépendait des chefs de services et de leur bon vouloir. Il faut pourtant une bonne dose de mesquinerie pour nous dire : « Vous avez gagné » un billet du Salon mais vous irez le soir après le travail ».

(Extrait du n° 202 de la V.O. R.N.U.R. BUREAUX).

CHEZ GENEVE

LES FAUVES

Nous avons toujours dit que l'usine était un bague pour le prolétaire. Pour d'entre nous qui n'en seraient pas persuadés (il ne doit pas y en avoir beaucoup) le patron s'emploie à parfaire l'initiation de Cayenne ou de Biribi.

Ainsi, il y a quelques jours, les gardiens nous ont montré les beaux uniformes que la direction leur a payé.

Mais comme toujours la direction nous a oubliés : notre tenue de bagnard manque dans notre vestiaire.

Le syndicat CGT toujours à l'avant-garde, va sans doute revendiquer à la prochaine réunion avec le patron, pour les chefs un fouet et une cellule pour les mécontents.

A LA R.N.U.R.

UN RESULTAT PREVISIBLE

Lorsqu'on a rien d'autre à présenter comme bilan positif d'une année syndicale qu'un aérologisme d'essais, des promesses d'actions à venir, des grèges et des piles de pétitions, quand on cherche un bouc émissaire : la « Voix Ouvrière », et qu'on ne trouve rien d'autre que de revendiquer à la D.C.P.S. une demande de licenciement, il ne faut pas s'étonner de perdre comme première classe 53 voix aux élections de délégués.

(Extrait du n° 210 de la V.O. R.N.U.R. Dépt 37.)

A LA C.I.T.

TO BE OR NOT TOUBIB OU LE RHUME DES CERVEAUX

Deux électriciens, escortés d'un gardien, sont passés dans les services techniques avec des bombes sous le bras. Rassurez-vous, il ne s'agit pas de bombes destinées à pulvériser. L'opération consistant à traquer le virus de la grippe que nous apportent gracieusement certains camarades. Ces derniers, pour faire faire des économies à la direction, ne se font pas soigner et abandonnent les 45 jours auxquels ils ont droit pour maladie. Ils en profitent pour nous contaminer et à cause d'eux on nous empeste.

Enfin, il reste qu'il est touchant de voir avec quels moyens la direction « soigne » ses cerveaux.

On ne traite pas mieux la vigne ou les insectes !

(Extrait du n° 23 de la V.O. — C. I. T.)

AU CREDIT LYONNAIS

BOURRAGE DE CRANE

Les cours professionnels de banque viennent de recommencer et tous les jeunes de moins de 18 ans d'autres y retourneront. Nous ne sommes pas contre suivre des cours plutôt que travailler — encore qu'une partie de ces cours, si elle est payée en heures supplémentaires, est en plus des heures de travail, mais il ne faut quand même pas pousser dans ce qu'on nous raconte, en particulier en instruction civique.

Dans une partie intitulée « le travail, la famille, la nation, la patrie, l'Etat » (le livre date peut-être de Pétain ?), on nous donne à lire le genre de choses suivantes : « Apprentissage de la vie sociale. Respect du patrimoine commun, locaux, matériel, machines, instruments de travail ».

Nous, on le savait bien que la direction a payé la bâtisse et les machines sur notre dos, mais pourtant, dans la pratique, notre « patrimoine commun » est à elle qu'il appartient et elle nous le fait bien sentir.

« Respect des supérieurs (sentiment de la hiérarchie fondé sur la supériorité des connaissances générales et professionnelles et sur la supériorité de l'expérience professionnelle). »

« Ceux qui pensaient qu'un grand nombre de chefs sont surtout en fonction pour nous faire travailler et ont des connaissances supérieures particulièrement en tant que garde-chiourme se seraient donc profondément trompés. Mais, à côté du cours, nous les avons sur le dos, et nous pouvons juger ce qu'il en est de leur soi-disante supériorité. »

« Le travail... c'est la joie, la consolation, le réconfort. Il n'y a pas de joie plus sûre, plus élevée que la joie procurée par la réussite d'un travail bien fait... »

Celui qui a écrit cela ne doit jamais avoir mis les pieds dans nos services, et ceux dans l'intérêt de qui on nous le fait apprendre sont sûrement ceux qui ont leurs gros comptes au Crédit et pour qui nous travaillons. La phrase juste aurait été : le travail intéressant, monotone, abrutissant que nous fournissons, procure la joie, la consolation, le réconfort de ceux à qui il sert.

« La conscience professionnelle : C'est la vertu du travailleur... Elle suppose les qualités qu'on appelle de ponctualité, d'attention, de minutie, d'ordre de propreté. Elle se hausse jusqu'à l'ouïe de soi-même, jusqu'au sacrifice, jusqu'à l'héroïsme. »

On nous demande l'oubli de nous-mêmes, et c'est bien ce qui se passe dans la pratique car avec nos salaires de misère, c'est bien de telles « qualités » qu'il nous faut pour travailler toute une vie dans ces conditions.

D'autre part, nous n'avons pas de leçon d'honnêteté à recevoir de ceux qui ont la morale à sens unique et qui en un siècle ont construit une fortune colossale sur le dos de dizaines de milliers d'employés.

(Extrait du n° 82 de la V.O. Crédit Lyonnais.)

Aux Bts C de la R.N.U.R.

A LA R.N.U.R. dépt 37

LES BOUCS EMISSAIRES

Les militants de la C.G.T. ne pensent qu'à une chose, « analyser » les résultats des élections. Quant à nous, nous ne voyons pas grand changement sur l'ensemble de l'usine. Ici, au département 70, la C.G.T. a perdu des voix, voix qui, en majorité, se sont reportées sur la C.F.D.T. Dans les couloirs de la rue Yves-Kermen on s'agite. C'est bien sûr la faute à la Voix Ouvrière. Mais c'est aussi la faute aux délégués qui ne font pas leur boulot, qui ne savent pas expliquer aux travailleurs la géniale tactique des grèves tournantes. Au lieu d'analyser leur politique de capitulation, les dirigeants « éclairés » préfèrent psychanalyser leurs militants. Haro sur le baudet.

DEMOCRATIE ?

Nous ne reviendrons pas une nouvelle fois sur le caractère antidémocratique des élections de délégués par le truchement du scrutin de liste, nous nous contenterons de tirer les enseignements du vote du 8 octobre : C.G.T. 289 voix, 3 délégués ; C.F.D.T. 193 voix, 1 délégué ; il faut donc 96 1/3 voix pour être 1 délégué C.G.T. et 193 voix pour 1 C.F.D.T.

Alors combien faudrait-il de voix pour que ceux qui ne pensent pas comme les syndicats puissent être un représentant... s'ils avaient voix au chapitre ?

(Extrait du n° 210 de la V.O. R.N.U.R., Dépt 37.)

DÉFENDRE LES « NATIONALISATIONS »...

...OU NOS CONDITIONS DE TRAVAIL ?

CHEZ RENAULT

SAUVONS NOS OUTILS (suite)

Sous le titre « une offensive qui se développe », la CGT alerte les travailleurs au sujet « d'une opération de grande envergure menée contre la Régie ». La CGT nous rappelle l'éloignement de nombreux secteurs d'activité vers des filiales contrôlées par Renault mais appartenant au secteur privé. Ce problème n'est pas nouveau mais la CGT s'agite parce qu'il paraît que cette fois on envisagerait en haut lieu la liquidation de la Régie Nationale. Nous avons souvent dit notre point de vue à ce sujet : la nationalisation en régime capitaliste est une mystification. Son rôle est de servir de banc d'essai à l'Etat au profit du grand capital tant sur le plan économique que sur le plan politique. Il est peu probable que l'Etat se dessaisisse entièrement de Re-

nault. Il en a trop besoin pour voler au secours du secteur privé. Mais l'Etat qui a décidé de subventionner l'industrie automobile va probablement envisager de lui faire cadeau de secteurs importants de l'entreprise nationale.

Au travers de ces opérations il est bien évident que si nous ne savons pas réagir il en profitera pour nous imposer des conditions plus difficiles de salaire, de discipline et durée du travail.

Face à cette offensive « de grande envergure » comme dit la CGT préconisons-nous comme elle nous le préconise défendre nos machines ? C'est sur le plan général que nous devons combattre l'offensive générale du Patronat. Est-ce atelier par atelier que l'on pourra s'opposer à une offensive de grande envergure ? Il faut engager le combat pour des revendications générales communes à tous les travailleurs dans tous les secteurs de l'économie.

Si les syndicats sont incapables de mener ce grand combat, il faut nous en occuper nous-mêmes.

• VU DE NOTRE FENÊTRE..

New York a immobilisé au port les bateaux qui apportaient les cartouches nécessaires à ce concours.

Cela peut paraître insignifiant à première vue et ne se distingue rien de nos habituels faits divers.

Mais pourtant, il illustre parfaitement le rôle que nous, travailleurs, jouons dans la société, la place que nous y tenons. Nous sommes au cœur de la production. A New York comme à Paris ou à Londres ou ailleurs, dans tous les centres industriels, les marchandises qui y sont créées, depuis l'allumette jusqu'à l'automobile ; depuis le couteau jusqu'aux fusils, les chars, les bombes : tout cela passe à un moment ou à un autre, entre nos mains.

Cela révèle les possibilités que nous avons d'intervenir dans la vie de toute la société, y compris dans la vie politique. Ce que les dockers ont fait à propos de ce championnat de tir, la classe ouvrière américaine dans son ensemble ou en partie pourrait le faire contre la guerre au Vietnam, comme auraient pu le faire les ouvriers français pour la guerre d'Algérie, comme peut le faire toute classe ouvrière de n'importe quel pays impérialiste qui fait la guerre dans les pays qu'il a pillés et qu'il veut maintenir sous son oppression.

Devant le « grand » concours de « tir » à l'échelle mondiale qui se prépare, nous avons d'autres armes que les pétitions, si nous ne voulons pas être les victimes des bourreaux de l'humanité.

L'AGE DES TAUDIS

L'I.N.S.E.E. a recueilli sur le logement à Paris des renseignements que nous pouvons voir

dans « Le Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment » du 16 octobre.

Cette enquête « révèle » qu'il y a de nombreux logements surpeuplés et vétustes et que 44 % des logements parisiens n'ont ni douche, ni lavabo. Et en province, cela est encore pire.

Cette situation, nous sommes bien placés pour la connaître. Nous n'avons pas besoin d'enquête pour le savoir. La bourgeoisie découvre périodiquement les taudis et le manque d'hygiène. Elle le déplore. Nous aussi. Mais nous savons que la solution existe : elle est dans des salaires qui nous permettent de payer des logements neufs. Les travailleurs n'ont pas de préférence pour les taudis, c'est les patrons qui ont une préférence pour ne pas payer suffisamment les ouvriers.

L'HERITIER

M. Mitterrand déclarait lors de sa dernière interview que si le général de Gaulle se représentait, c'est une bonne nouvelle et cela prouve que le régime est frappé à mort. Moi, je peux attendre.

L'avenir de la gauche serait bien incertain s'il reposait sur la seule espérance que de Gaulle ne meure pas centenaire et Mitterrand l'année prochaine d'un infarctus.

Tu trouves la « V. O. » trop petite ?
Nous aussi.
Elle ne vivra...
Elle ne grandira...
que grâce à ton soutien.

NOUS ne pouvons émettre la présentation par rubrique et le manque de place, citer toutes les « Voix Ouvrière » ni, à plus forte raison, publier toutes les informations qu'elles contiennent.

Mais nous nous tenons à la disposition de ceux de nos lecteurs qui désirent recevoir l'un de ces bulletins rotomés pour leur en faire un service régulier (2 francs par an en timbre ou à notre C.C.P. Paris 9424-78, pour frais d'expédition).

- En voici la liste :
- AERONAUTIQUE : SNECMA Kellermann. — Paris XIIIe.
 - HISPANO-SUIZA. — Bois-Colombes (Seine).
- AUTOMOBILES :**
- BERLIET. — Lyon-Vénissieux.
 - CHAUSSON. — Gennevilliers (Seine).
 - CITROEN. — Usines Levallois et qual de Javel.
 - PANHARD. — Paris.
 - GENEVE. — Ivry (Seine).
 - PEUGEOT. — Sochaux.
 - RENAULT. — Billancourt, 5 bulletins correspondant à différentes sections de l'usine.
 - R.N.U.R. — Général.
 - R.N.U.R. — Bâtiment C.
 - R.N.U.R. — Bureaux.
 - R.N.U.R. — Département 37.
 - R.N.U.R. — U 5.

METALLURGIE :

- Acéries et Forges de la Loire C.A.P.L., Saint-Chamond.
- J.-J. CARNAUD. — Lyon.

CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE. — Saint-Nazaire.

- Montres LIP. — Besançon.
- OLIER. — Clermont-Ferrand
- NEFFIC. — Nemours.
- WESTINGHOUSE.
- ELECTRICITE ELECTRONIQUE :

BOURGOGNE ELECTRONIQUE. — Dijon.

CABLES DE LYON. — Lyon.

C.I.T. — Paris 15e

Cie des COMPTEURS de Montrouge (Seine).

C.S.F. — Levallois (Seine).

TIMSON. — Gennevilliers (Seine).

CHIMIE ET CAOUTCHOUC :

- RHONE-POULENC. — Vitry (Seine).
- ROUSSEL - UCLAF. — Romainville
- Raffinerie ANTAR. — Donges (Loire-Atlantique).
- MICHELIN. — Clermont-Ferrand.

SERVICES ET DIVERS :

- AIR-FRANCE. — Ateliers Orly-Nord (Seine).
- AIR-FRANCE. — Blanqui, Paris-13e.
- ASSURANCES GENERALES. — Siège Paris.
- CAISSE CENTRALE D'ALLOCATIONS FAMILIALES. — Rue Viata, Paris 15e.
- CHENOTONS. — Générale.
- Imprimerie DESFOSSÉS. — Issy-les-Moulineaux.
- CREDIT LYONNAIS. — Siège central Paris.
- QUAIS et DOCKS. — Marseille.
- CAISSE REGIONALE DE SECURITE SOCIALE PARISIENNE. — Rue de Flandre, Paris.
- NOUVELLES MESSAGERIES DE LA PRESSE PARISIENNE. — Paris

• VU DE NOTRE FENÊTRE...

HOMME DE GAUCHE, DROITE, GAUCHE, DROITE, ETC...

Le mensuel « Le Pied Noir », diffusé parmi les rapatriés d'Algérie (extrême-droite) déclare dans son numéro d'octobre : « La candidature Mitterrand mérite toute notre attention... »

« Nous avons été et sommes toujours sensibles au drame de l'Algérie. M. Mitterrand avait eu le mérite de comprendre dès le début des rébellions, que la seule solution était la guerre. Il considérait l'Algérie comme un département français et voulait châtier immédiatement les fac-

tieux avant que ne se forme une armée organisée... ».

On savait bien que M. Mitterrand était un homme de gauche, un démocrate libéral !

Avec ces hommes de gauche qui ont une politique de droite et ces hommes de droite qui se disent de gauche, il n'y a plus qu'un grand centre de défense du capital et il n'y a plus de parti ouvrier.

ON N'EST JAMAIS SI BIEN SERVI

« Le Monde » du 10 octobre 1965 nous annonce que : « En Italie, les députés augmentent leur indemnité de 50 %... alors qu'au début de l'année, les experts gouvernementaux avaient déclaré que,

considérant la situation économique, les augmentations de salaires ne devraient en aucun cas dépasser 12 % ».

Souvenons-nous qu'il n'y a pas si longtemps, les députés français se sont octroyés une augmentation substantielle, alors que le plan de stabilisation limitait celle des salaires.

Comme on le voit, le parlementarisme a du bon... pour les parlementaires.

EXEMPLE DE NOTRE FORCE

Les championnats du monde de tir, qui devaient se dérouler à Santiago du Chili, sont ajournés. La grève des dockers de

INDONÉSIE : Un nouveau Saint-Domingue !

● Suite de la page 1

sensiblement la même école que nos généraux des armées d'Indochine et d'Algérie ce qui, là-bas comme ici, en a fait des candidats à la dictature de droite. De plus, il y a en Indonésie des orga-

nisations de masses, musulmanes, traditionalistes, qui sont plutôt anti-communistes.

Le Département d'Etat avait donc tout lieu de penser qu'il pourrait facilement trouver une solution de rechange à Soekarno. Toute l'histoire récente est riche d'exemples où les services se-

crets américains ont joué les apprentis sorciers en tentant de renverser un tel ou de porter au pouvoir un tel autre. A l'exception de Saint-Domingue où il fallut un soldat pour trois habitants, vieillards et enfants compris, en général, ils n'ont guère réussi. C'est que, nous l'avons dit, Soe-

karno représente la bourgeoisie indonésienne. La majorité de l'armée aussi, finalement, même si certains généraux ont un penchant pour dollar. Et les musulmans s'ils sont anticomunistes sont au moins autant anti-américains. Le 30 septembre, c'est effectivement une fraction de l'Etat-Major, de partisans de Soekarno, qui ont tenté d'éliminer les généraux qui se préparaient visiblement à établir une dictature militaire proyankee. La puissance dont ils font preuve à l'heure actuelle montre qu'ils n'en étaient pas loin et que Soekarno ne commandait pas à sa propre armée.

Après le 30 septembre, Soekarno s'est réfugié dans le camp des « insurgés », des « putschistes ». Cela n'a rien d'extraordinaire et la presse est bien hypocrite de s'en étonner. C'était évidemment le seul endroit où Soekarno pouvait aller.

Mais le mouvement du 30 septembre s'est fait au sommet, sans participation des masses populaires qui n'ont pas été mobilisées. Tout contre l'espoir de Soekarno pour mettre au pas les militaires pro-américains ne voulait pas se servir d'autre chose que d'autres militaires. La révolution, il n'y tenait pas. Il n'a même pas été au quartier de généraux populaires, jusqu'à appeler à l'insubordination des soldats. Le Parti Communiste indonésien était bien entendu favorable, mais il n'a pas bronché. Il le paye en ce moment.

En effet, on l'a vu, les hommes du 30 septembre ont échoué. L'Etat-Major a pu les vaincre et il est la situation apparemment en main.

Pendant les généraux pris de court par le putsch, n'ont pas pu, jusqu'à présent, éliminer Soekarno. L'appel à l'aide des « marines » américaines, ce qui n'enchantait pas l'opinion est alertée, renverser Soekarno ce pourrait être une guerre civile dont les généraux indonésiens ne sont pas sûrs de sortir vainqueurs. A moins d'appeler à l'aide les « marines » américaines, ce qui n'enchantait pas l'opinion, ni les partisans, ni le Pentagone.

C'est pourquoi aujourd'hui on voit Soekarno toujours en contact avec des ministres « communistes » et des ministres d'extrême droite. C'est pourquoi on voit les dirigeants de l'armée tenter de marquer des points en arrêtant ou en chassant le maximum de dirigeants communistes, en essayant de paralyser les syndicats et en tentant de dresser les organisations musulmanes contre le Parti Communiste. C'est pourquoi l'on voit aussi Soekarno tenter de rap- peler les généraux « à la raison »

en essayant de les empêcher de détruire les organisations communistes.

Dans la situation actuelle les militaires n'osent pas aller plus loin car ils craignent de ne pas en avoir la force. Comme l'écrivait le « Figaro » : « Les généraux indonésiens hésitent à imposer à Soekarno la mise hors la loi des communistes », convaincus qu'ils sont qu'une guerre civile ferait de leur pays la proie de ce que l'on appelle dans le jargon de la révolution indonésienne les Nécolim, c'est-à-dire les « forces néocolonialistes et impérialistes ». Le patriotisme sincère des chefs de son armée demeure la meilleure carte du Président Soekarno ».

Nous appellerons prudence ce que le « Figaro » appelle patriotisme, mais la situation est bien celle-là.

Le P.K.I., le parti communiste indonésien, quant à lui ne veut pas faire appel aux masses, les armer et les mobiliser contre les militaires. C'est une politique révolutionnaire qui pro-chinois ou pas, lui répugne.

Quant à Soekarno il essaie de neutraliser les uns par les autres mais en évitant l'affrontement qui lui ôterait tout pouvoir. Le propre des régimes comme celui de Soekarno est d'essayer de concilier les forces antagonistes sur lesquelles son pouvoir repose. Si ses forces et viennent à s'affaiblir réellement, leurs régimes disparaissent.

Soekarno comme le parti communiste n'engagent pas le combat. C'est tout juste s'ils suivront les masses si celle-ci l'engage sans eux. Le département d'Etat américain et les généraux indonésiens ne peuvent pas ne pas le savoir. La seule chose qui peut les arrêter c'est la crainte des réactions spontanées des masses populaires. Ils savent dans ce cas que rien n'arrêterait ces dernières. L'issue du conflit actuel dépend donc en grande partie des réactions spontanées des masses populaires.

Et si les généraux indonésiens n'essaient pas de prendre le pouvoir c'est le statu-quo actuel qui sera maintenu. Depuis déjà bien longtemps. Peut-être durera-t-il encore. Mais peut-être aussi le Département d'Etat américain a-t-il fait là le faux pas qu'il ne fallait pas faire en Indonésie. Peut-être a-t-il tenté une expérience de force que ni les généraux, ni la bourgeoisie, ni Soekarno et ni le P.K.I. ne voulaient.

Dans ce cas, ce ne sont même pas les troupes américaines qui pourraient « rétablir » la situation.

Roger GIRARDOT

Un passé chargé... un présent explosif !

On peut dire que depuis le 17 août 1945, date de la proclamation de l'indépendance de l'Indonésie, ancienne colonie de la Hollande, la Nouvelle République est en pleine effervescence.

De 1945 à 1949, c'est la lutte « nationale » contre l'impérialisme néerlandais qui entend maintenir l'Indonésie dans le giron de l'« Empire ».

Mais déjà, dès 1948, apparaissent les crises intérieures. Insurrection communiste durement réprimée.

Octobre 1952 : complot des militaires, réclamant la dissolution du Parlement. Contre-manifestation des masses populaires.

Décembre 56 - Janvier 57. Les « colonels » provoquent des mouvements de dissidence dans l'île de Sumatra.

Mars 1957 : Proclamation de la loi martiale, sous la pression des militaires.

1958 : Nouvelles rébellions à Sumatra.

En permanence enfin, intrigues, complots, mouvements « séparatistes » fomentés par l'impérialisme des mouvements religieux d'extrême-droite, par des cliques militaires locales, touchant les pousniers d'îles qui constituent l'Indonésie.

SITUÉE entre l'Asie du Sud-Est et l'Australie, l'Indonésie est un archipel de trois mille et quelques îles ou îlots, dont 1.000 sont inhabitées. Sumatra et Bornéo sont des îles massives. Java et les Célèbes sont déjà plus étroites et plus découpées. Plus à l'Est, c'est une poussière de toutes petites îles.

La population totale de l'Indonésie est d'environ 85 millions d'habitants dont les deux tiers vivent dans l'île de Java où la présence de plaines alluviales et de massifs volcaniques aux pentes fertiles ont favorisé l'installation très ancienne de peuples paysans malais.

Les peuples qui habitent ces îles sont de race et d'origine très diverses.

L'impérialisme hollandais, puis américain ne s'est pas fait faute d'entretenir, d'aviver ces différences. Créer une multitude d'« Etats indépendants » ou à la rigueur « fédérés » fut la préoccupation première des Néerlandais lorsqu'ils s'avèrent qu'ils devaient se résoudre à l'indépendance indonésienne. Ainsi, les Papoues eurent-ils droit à leur Etat, et tous les potentats insulaires recurent-ils l'appui et les subsides des impérialistes.

★

Car l'Indonésie suscita très tôt les convoitises des puissances coloniales.

Après une période florissante qui atteint son apogée au XIV^e et au XV^e siècles, la civilisation indonésienne connut, dès le début du XVI^e siècle, les délices de la domination des conquistadors espagnols, et des portugais, alliés à des chefs locaux. Ces derniers furent renforcés d'artillerie, de missionnaires, de corruption, et d'occupation militaire que les Portugais pillent l'Indonésie.

Mais les odeurs des épices indonésiennes, et particulièrement des noix de muscade, attirèrent les navigateurs hollandais. Ceux-ci, profitant du déclin du Portugal, vinrent planter les premières bases de la domination coloniale néerlandaise. Du négoce, on passa à la conquête, à l'installation d'une colonie de peuplement hollandaise qui atteindra environ 250.000 personnes vers 1930. Le but recherché fut évidemment le pillage systématique des richesses indigènes. Et puis, à partir de la deuxième moitié du XIX^e siècle, la mise en place des mécanismes classiques de l'exploitation impérialiste : comme une volée de rapaces, les capitaux hollandais s'abattent sur l'Indonésie, s'investissent dans les grandes exploitations industrielles ou de plantation (tabac, caoutchouc). Les bénéfices sont rapatriés vers la métropole tandis que les produits manufacturés en Hollande se donnent l'Indonésie comme chassée gardée. Car les ressources de l'Indonésie sont immenses. Outre le riz (1er exportateur du monde), mais, manioc et les patates douces qui constituent l'essentiel des plantes vivrières, les cultures commerciales si prisées par l'impérialisme y poussent très bien : caoutchouc, sucre, théiers, cafés, tabac, palmiers à huile, kapok.

L'Indonésie est en tête de la production mondiale du caoutchouc naturel, avec la Malaisie. C'est le premier producteur

d'étain et de pétrole de l'Asie du Sud-Est.

L'Irian, par exemple, a été reconnu état « indépendant » par la Hollande, non seulement parce qu'il constitue une base-géométrie très propice pour « surveiller » l'évolution des intérêts économiques de l'impérialisme dans les îles indonésiennes, mais aussi parce qu'il y a de grandes réserves de pétrole, sans compter celles de nickel et de cobalt. On comprend « l'attachement » des capitalistes de La Haye ou d'Amsterdam aux îles de l'Indonésie.

Et si, au lendemain de la II^e guerre mondiale, ces derniers ne reconnaissent l'indépendance de l'Indonésie (pour différentes raisons - mouvement nationaliste, présence de grands centres internationaux d'accumulation des capitaux coloniaux, etc... absence de troupes hollandaises au sortir de la guerre) ils n'en maintiennent pas moins l'essentiel de leurs intérêts économiques. En 1958 encore, 75 % des plantations se trouvaient encore dans leurs mains. La banque hollandaise Nederlandse Handel Maatschappij s'occupait toujours de 70 % des transactions financières indonésiennes !

Toutefois, l'impérialisme U.S. tend de plus en plus à supplanter l'impérialisme néerlandais. Mais les rapports entre l'Indonésie et les U.S.A. se sont « refroidis » car Wall Street a lié le prix du caoutchouc naturel au prix du caoutchouc synthétique fabriqué aux Etats-Unis, officiellement bas aux Etats-Unis. En 1952 ce fut le tour de l'U.S.A. Car près des 2/3 du caoutchouc exporté proviennent de petites exploitations paysannes. 4 millions de propriétaires de petits jardins de caoutchouc, 3 millions de fermiers (leur famille), 2 millions d'ouvriers agricoles étaient touchés par la crise.

Aussi l'Indonésie fut-elle amenée à développer son commerce avec le Japon, avec l'Europe, et de plus en plus avec les pays du bloc de l'Est. Voilà qui expliquait assez clairement la signification du « neutralisme » de Soekarno en matière de politique internationale.

Ainsi se comprend aussi, la tendance aux nationalisations, amorcée dès le début des années 1950, et largement développée en 1958. Encore faut-il préciser que le gouvernement de Soekarno entend la nationalisation des entreprises étrangères qu'à partir d'indemnités fortement surestimées !

Car ici nous abandonnons les problèmes purement économiques pour aborder ceux de la politique. En effet, les nationalisations de 1958 n'ont été que la reprise en mains par l'Etat, des entreprises, entreprises capitalistes, le plus occupés spontanément par les travailleurs indonésiens profondément anti-impérialistes et qui, elles, n'entendaient pas faire de distinctions entre les propriétés hollandaises et celles des autres puissances capitalistes. Le plus grand syndicat, S.O.B.S.I., fut l'âme dirigeante de cette intervention des masses. Mais le P.C. indonésien fit tout ce qu'il put pour canaliser ce mouvement vers l'Etat bourgeois de Soekarno et faire remettre au gouvernement les entreprises occupées par les ouvriers. Car le mouvement ouvrier est

puissant. En 1964, le S.O.B.S.I. était composé de 12 millions de membres. Nombreuse, ayant de grandes traditions de lutte nationale mais aussi gréviste, la classe ouvrière indonésienne représente une force redoutable dans l'arène politique indonésienne. Le P.C. indonésien (P.K.I.) comprend environ 3 millions de membres.

Mais, outre les organisations syndicales ouvrières, les communistes tiennent sous leur influence la ligue de la jeunesse populaire (environ 3 millions de personnes) le B.T.I., organisation des paysans (7 millions de membres), le Mouvement des femmes d'Indonésie (le Gerwani), 1,7 million d'adhérentes.

Là comme ailleurs, le P.C. prône la « coexistence pacifique », le « union nationale », la voie des réformes. Loin de mener une politique révolutionnaire bien que pro-chinoise, c'est vers le soutien au général Sukarno qu'il tente d'orienter le mouvement des masses.

L'autre pôle de la société, se tiennent les grands propriétaires fonciers qui avec ces chefs religieux et les cliques militaires locales, constituent l'aide d'extrême-droite de la société indonésienne. Politiquement, c'est le parti Maspini et d'autres partis musulmans plus petits qui les représentent.

Les classes moyennes, nombreuses en Indonésie, commerçants, intelligents, sont l'aile marchande du nationalisme indonésien. Le Parti national indonésien, dont Sukarno fut le leader, en est l'expression politique de bien.

Et puis il y a l'Armée, une armée puissante, liée au Maspini (certains officiers sont également influencés par le P.K.I.) qui joue un rôle politique important.

V. G.

UCLAF-ROUSSEL

● Suite de la page 2

Ici on travaille parce que c'est « passionnant » on ne connaît pas l'horloge pointeuse (c'est pas la peine, il y a les flèches à la porte)... surtout à l'heure du départ. D'ailleurs « les essais ne sauraient être terminés à l'heure officielle du départ. Il faut savoir prolonger la tournée de travail lorsque la recherche l'impose ». De plus, un technicien doit travailler calmement, sans s'affoler, mais en réalité il faut constamment se battre pour avoir le temps d'effectuer les dosages.

LA FABRICATION

Les secteurs de fabrication sont un peu différents selon qu'il s'agit de la grosse fabrication (matières premières) ou de ce qu'on appelle la fabrication pharmacie et qui, à partir des produits de base, fabrique les médicaments. Dans ces derniers on manipule les principes actifs au kilo et cela sans protection vraiment efficace. Or, c'est parce qu'ils sont actifs à faible dose que ces produits deviennent très dangereux en grande quantité.

À la préparation des comprimés, l'atelier est entièrement recouvert d'une épaisse couche blanc jaunâtre car le granulé employé vole partout et les lieux ne sont nettoyés que dans des circonstances très particulières. Les ouvriers, eux, ont tout loisir d'en tapissier leurs bronches.

Le mélange du chlorophényl, produit excessivement dangereux même à faible dose, se fait dans un grand secteur où se trouve un certain nombre d'ouvriers. Or le masque n'est porté que par l'opérateur, les autres respirent le chloram à pleins poulmons.

Au secteur collabiazol on fait un collioure de belle couleur rouge brun qui, s'il n'est pas toxique lui, vous laisse vivement coloré pour un certain temps.

Mais c'est en grosse fabrication qu'on est vraiment loin de l'air frais, des pelouses, des fleurs et de la netteté première. Dans tous les ateliers, que ce soient ceux de synthèse, ceux de fermentation, ou enfin ceux de l'extraction et du traitement des divers produits chimi-

ques on ressent, dès l'entrée un malaise ou une suffocation.

Dans un secteur de fermentation, on réceptionne les poulmons de bœufs qui serviront à fabriquer l'insuline (analogues). Chaque arrivage représente plusieurs tonnes de viande. Des ouvriers sont chargés de les acheminer vers des machines qui broieront le tout. Si les poulmons sont fermes, le travail est déjà très peu ragoutant, mais si de mauvaises conditions de transport ou une chaleur excessive les ont ramollis, cela devient tout à fait écœurant : les poulmons se décomposent, la chair part en lambeaux, le sang se répand partout, le tout dégagant une odeur nauséabonde. Malgré cela les ouvriers devront assurer le travail, et tant pis s'ils n'ont pas le cœur bien accroché. Les techniciens du labo voisin se rappellent avec un haut-le-cœur, le temps pas si lointain où l'air chargé de ces poulmons se frayait un passage sous la porte et traversait une partie du laboratoire.

C'est non loin de la fermentation que se trouve le service des poudres. Là, certains produits sont pulvérisés pour faciliter leur traitement. Toute la journée les équipes travaillent au milieu d'un véritable nuage. Il suffit de respirer une seule bouffée d'air de ce lieu pour que la gorge et les bronches soient imprégnées de poussière pendant plusieurs heures ; aussi des masques de protection sont-ils prévus. Par malheur ils se trouvent très rapidement saturés et le filtrage se révèle alors totalement inefficace. De plus, ces masques sont très désagréables à porter lorsque de longues durées, en particulier l'été car sous l'effet de la transpiration ils collent à la peau, provoquant ainsi des irritations insupportables. De ce fait certains ouvriers préfèrent s'en passer lorsque cela n'est pas absolument nécessaire.

Au bout de quelque temps, on se trouve atteint d'une quelconque « variété de pneumocoïnose, tout comme des mineurs. La maison met à la disposition de ces ouvriers des boissons rafraîchissantes à volonté et gratuites.

Un autre service dit d'extraction procure des « agréments » d'un genre particulier, chaque secteur y possédant sa ou ses spécialités : dans l'un c'est l'amoni- que pure par cuveau de cen-

taines de litres. A cette dose les vapeurs rongent peu à peu tous les organes digestifs et on se retrouve au bout d'un certain temps avec une foie pas en bien meilleur état que le cyrène, alcoolique et atteint de cyrréose. Il arrive aussi qu'on en meure et vite, comme cela est arrivé il y a quelques années à un ouvrier de l'usine. Dans un autre ce sera le chloroforme qui en plus guérit toutes les insomnies. Ensuite, ici et là, ce seront tous les autres solvants : acétone, dichloréthane, etc. Dans tous ces secteurs, les brûlures chimiques par acides, soude pure, phénol et autres s'ajoutent à tout le reste.

Les ouvriers incapables aux solvants, dans la mesure où cette incapacité est reconnue par le médecin de l'usine ce qui n'est pas courant, sont tout désignés pour l'atelier de traitement des levures. Là on ne s'intoxique pas. L'odeur est tout à fait agréable, on comprend tout le secteur n'est qu'un handicap très minime comparé au reste. En effet, lors du nettoyage des filtres-presses qui doit être fait en un temps record, la levure vive en quantité telle qu'on en est couvert de la tête aux pieds. Pour s'en débarrasser, une seule solution : prendre une raclette ou un couteau et gratter l'épaisseur de produit collé au vêtement ; cela tous les jours de la semaine puisqu'une seule tenue de travail est accordée pendant cette période.

La fabrication n'est pas toujours aussi rebutante. C'est le cas d'un secteur comme celui des corticoïdes équipé d'un appareillage ultra-moderne. Mais là c'est le rythme de travail qui est infernal et qui détruit la santé de ceux qui y travaillent.

On pourrait écrire encore longuement sur les conditions de travail de ceux qui fabriquent les médicaments de travail qui est infernal et qui détruit la santé de ceux qui y travaillent. On pourrait écrire encore longuement sur les conditions de travail de ceux qui fabriquent les médicaments de travail qui est infernal et qui détruit la santé de ceux qui y travaillent. On pourrait écrire encore longuement sur les conditions de travail de ceux qui fabriquent les médicaments de travail qui est infernal et qui détruit la santé de ceux qui y travaillent.

Laura GEORGES

VOIX OUVRIÈRE

ALORS que l'imperialisme ne parvient à développer ses forces productives qu'en faisant planer sur l'humanité la menace de la mort thermique, que depuis des décades il n'y a pas eu une heure où les armes se soient tuées complètement à la surface du globe, la classe ouvrière, malgré sa combativité maintes et maintes fois vérifiée, n'est pas parvenue à accomplir sa destinée historique : détruire la société capitaliste pour édifier un ordre nouveau supprimant l'exploitation de l'homme par l'homme, abolissant les classes et l'Etat garant de l'injustice sociale.

Depuis la faillite de la II^e Internationale sombrant dans le chauvinisme en 1914, depuis la bureaucratization du premier Etat ouvrier, l'Union Soviétique, et la transformation de l'Internationale Communiste en un simple représentant des intérêts diplomatiques de la bureaucratie d'Etat russe, dans aucun des pays avancés du monde la classe ouvrière n'a réussi à créer une organisation de combat susceptible de lui faire conquérir le pouvoir.

Il est évident que le grand responsable de cette situation est le stalinisme. Il n'a pas seulement décliné les révolutionnaires intégrés, trahi les luttes révolutionnaires du prolétariat international, en Chine, en Allemagne, en Espagne, en France, il a aussi complètement annihilé chez les militants et les ouvriers eux-mêmes la notion d'organisation du prolétariat.

De cette douloureuse expérience, de l'insuccès de tentatives de création d'une organisation « bolchévique-léniniste » capable d'accumuler l'expérience des luttes ouvrières, certains ont conclu que cette organisation n'était plus nécessaire, qu'elle était même nuisible, d'autres s'accrochaient désespérément aux basques des « grandes » organisations, d'autres encore sautaient d'un courant de « pensée » à l'autre. Plutôt que de s'atteler sérieusement à la tâche, ils n'ont fait que généraliser leur propre impuissance et leur propre insuffisance.

Quant à nous, fidèles à la tradition de Lénine et de Trotsky, nous œuvrons dans la mesure de nos moyens à la construction d'un tel parti.

FACE

- à la dégénérescence opportuniste des partis ouvriers traditionnels, parlementaristes et chauvins.
- à la bureaucratization des organisations syndicales désertées par les travailleurs.

« VOIX OUVRIÈRE » veut :

- Défendre les idées révolutionnaires, dans la ligne de la révolution russe d'octobre 1917, des premières années de l'Internationale communiste, de la lutte de l'Opposition de gauche contre la bureaucratie stalinienne.
- Montrer la justesse du point de vue révolutionnaire dans les grands événements de la politique internationale comme dans les petits faits de l'exploitation quotidienne.
- Regrouper tous ceux qui militent sur le terrain de la lutte des classes.
- Contribuer à l'organisation du prolétariat sous toutes ses formes.
- Œuvrer à la construction du parti révolutionnaire nécessaire pour que puisse triompher la Révolution socialiste mondiale.

L'économie de l'U. R. S. S. avance A RECULONS vers le Socialisme !

L'U.R.S.S. serait, d'après « l'Humanité », en train de franchir « un nouveau pas en avant » sur la voie de la construction du socialisme. Passons sur le fait que cela révèle que le précédent « pas en avant », en l'occurrence la création des sovnarkoz était en réalité un pas en arrière, ou tout au moins un faux pas. Après tout pourquoi serait-il impossible, à l'exemple des crabes, de reculer en faisant un pas en avant ?

Toujours est-il que le Comité Central a adopté l'essentiel des propositions économiques du professeur Libermann.

Ces propositions (comme nous l'avions relaté dans notre numéro 32) consistent à accorder plus d'autonomie aux entreprises. Cette plus grande autonomie implique en particulier que chaque entreprise doit devenir « rentable ».

Les bénéfices ainsi réalisés, déduction faite des impôts, seraient en partie utilisés pour les investissements, en partie distribués sous forme de primes pour les membres de l'entreprise.

Ces mesures, complaisamment présentées par « l'Humanité », comme hautement socialistes, sont censées résoudre les problèmes de l'économie soviétique. Les problèmes en question, que même « l'Humanité » a eu l'obligeance d'effleurer, elle reconnaît la « disproportion entre le développement de l'agriculture et celui de l'industrie » ainsi que le « ralentissement des rythmes de croissance

économique » se ramènent en fait à deux : l'incapacité de la bureaucratie à diriger l'économie socialiste et l'impossibilité de dépasser un certain niveau économique dans le cadre d'un seul pays.

Il suffit de lire les déclarations des bureaucrates eux-mêmes ou de leur Kanapa et autres envoyés spéciaux, pour se rendre compte du gaspillage que coûte à l'économie soviétique une planification conçue et exécutée par des bureaucrates.

Des usines entières produisaient pendant des mois sinon des années des objets dont personne n'avait plus besoin en obéissant à des directives données en haut lieu, des mois, sinon des années auparavant. Des quantités de marchandises inutiles s'accumulaient dans les entreprises de stockage, alors que souvent le strict nécessaire manquait.

Alors que de haut en bas, tout a été minutieusement réglementé et compris jusqu'à ses moindres détails, nulle critique n'a été autorisée quant à la validité de ses réglementations.

La bureaucratie a fait de la planification un non-sens économique à un tel point qu'elle en ressent elle-même les conséquences.

Alors, elle essaie de trouver des remèdes. Seulement il n'y a qu'un seul remède efficace possible et la bureaucratie ne peut en faire usage sous peine de se suicider. L'essence de la planification so-

cialiste est en effet outre la centralisation, la participation de chaque travailleur à la gestion économique, à la fois au niveau de l'élaboration du plan et au niveau de son application. Une planification harmonieuse, adaptée aux besoins, suppose qu'elle n'émane pas de quelques bureaucrates hauts placés, coupés de la réalité, mais que chaque intéressé puisse la discuter, en critiquer la moindre erreur. Autrement dit, la planification socialiste suppose la démocratie ouvrière.

Or, quelles que soient les contradictions d'une planification sans démocratie ouvrière, c'est encore cette forme économique qui convient le plus aux bureaucrates. Elle permet en effet de détourner une part importante du surproduit social au profit d'une couche privilégiée.

Le contrôle ouvrier, seul remède réel, saurait certes guérir l'économie soviétique des maux dont elle souffre, mais précisément en la débarrassant de ses parasites. C'en serait fait des privilèges des bureaucrates.

Les mesures réformatrices des bureaucrates sont dignes de ceux qui les ont prises. L'autonomie accordée aux entreprises signifie l'accroissement du pouvoir du directeur d'usine. Sans avoir les avantages d'un véritable contrôleur — les travailleurs auront aussi peu de regard sur la marche de leur entreprise que par le passé — elle affaiblit le contrôle central de la planification.

L'importance accordée au marché en général, sans signifier pour autant le retour au capitalisme, exprime bien la situation contradictoire de la bureaucratie : pour assouplir la rigidité de sa planification elle est obligée de faire appel à des éléments de l'économie bourgeoise. Et cela, au nom du socialisme !

Pour J. Kanapa, envoyé permanent de « l'Humanité » à Moscou, les primes accordées aux ouvriers sous le nom de participation aux bénéfices constituent le dernier cri d'une économie socialiste.

Mais là encore les bureaucrates ne sont guère originaux, le système combiné du fouet et des carottes est vieux comme le monde et la bourgeoisie ne se prive pas de son utilisation.

Accordons cependant au rédacteur de « l'Humanité » le mérite, involontaire peut-être, d'avoir insisté sur la saine émulation que l'intéressement aux bénéfices entrainera chez les travailleurs.

Le but des réformes, dit l'article, est « d'élever le rendement de chaque rouble investi ». Il n'est pas difficile de prévoir que si une telle élévation il y aura, elle sera le résultat d'une augmentation du travail des ouvriers obtenue par le biais de l'intéressement ou autrement.

De toute façon, les problèmes de l'économie soviétique ne seront pas pour autant résolus, et sans doute verrons-nous le même Kanapa annoncer un certain nombre de fois encore de nouveaux pas de géants, chaque fois dans une direction différente.

A défaut de prouver la victoire du socialisme, chaque zigzag de la bureaucratie montre qu'elle est le produit monstrueux d'une révolution dégénérée et de l'absence de la révolution mondiale.

Georges KALDY

« Voix Ouvrière » paraît toutes les 2 semaines. LE PROCHAIN NUMERO date du 2 novembre sera mis en vente dans les kiosques le JEUDI 4 NOVEMBRE au plus tard.

Cependant « Voix Ouvrière » n'est pas en vente dans tous les kiosques. Si vous avez des difficultés à vous le procurer, écrivez-nous.

Exemplaire contre 2 timbres.
Abonnement 6 mois : 10 F.

L. STERN

(A suivre.)

PERMANENCES

● PARIS :

V^e arrondissement : Café « Le Petit Cardinal », 29, rue Monge. Métro : Cardinal-Lemoine.

Attention modification : Tous les samedis de 14 h. à 17 h. au lieu de 12 h. à 17 h.

X^e arrondissement : au siège de VOIX OUVRIÈRE, le samedi de 16 à 20 heures.

XI^e arrondissement : Café « Au Rendez-vous des Chauffeurs », 33, Av. Philippe-Auguste, le mercredi de 17 h. 30 à 19 h. 30.

XIII^e arrondissement : Café « A l'Autobus - Chez Maxime », 117, avenue d'Italie. Métro : Maison-Blanche, le jeudi de 17 à 19 heures.

XIV^e arrondissement : Café « Champagne », 127, avenue du Général-Leclerc. Métro : Porte d'Orléans, le mercredi de 17 h 30 à 19 h 30.

XV^e arrondissement : Café « Au Métro », place Balard, tous les jeudis, de 17 h. 30 à 19 heures.

XVIII^e arrondissement : Café « Le Souterrain », 47, boulevard Ney. Métro : Porte de Clignancourt, le mardi de 17 h 30 à 19 h 30.

● BANLIEUE :

ARGENTEUIL : Café de Paris, 102, rue P. Vaillant-Couturier, le samedi, de 13 à 15 h.

● NOUVELLE PERMANENCE

BOULOGNE-BILLANCOURT. — Café « Le Phénix », 155, rue du Vieux-Pont-de-Sèvres (angle rue du Clamart, face au marché), tous les jeudis de 17 h 30 à 19 h.

● PROVINCE :

CLERMONT-FERRAND : « Café de France », 22, place Delille, les jeudis 21 oct. et 4 nov. de 10 h. à 12 h. et de 17 h. à 19 h.

LYON : Café « Le Clos Vert », 113, rue de la Guillotière (face église Saint-Louis), le samedi de 17 à 20 heures.

LYON : Café « Les Etats-Unis » 137, av. du Professeur-Beauvissage, Lyon-8^e. Le mercredi, de 17 h 30 à 19 h 30.

SAINT-ETIENNE : Café-Restaurant, 23, rue Tréfileriers, les jeudis 21 oct. et 4 nov. de 15 h. à 16 h.

SAINT-NAZAIRE : Café « Le Pélican », 104 bd V-Hugo, tous les samedis de 16 à 17 heures.

ST-CHAMOND. — Café « Idéal Bar », 4, rue Gambetta, les jeudis 21 octobre et 4 novembre de 17 h 30 à 18 h 30.

GRENOBLE : Café « d'Autrans », 5, Cours Berriat, samedi 16 oct. de 17 h. 30 à 19 heures.

TOULOUSE. — « Grand Café des Minimes », 1, av. des Minimes, les vendredis 8 oct. et 22 octobre de 17 h. 30 à 18 h. 30.

ROUEN : Café « Le Château d'Eau » 49 bis, Place du Général de Gaulle (angle rue Louis Ricard). Tous les vendredis de 17 h. 30 à 19 h. 30.

GRENOBLE. — Café « d'Autrans » 5, cours Berriat, samedis 30 octobre et 13 novembre de 17 h 30 à 19 h.

● NOUVELLES PERMANENCES :

GRENOBLE. — Café « d'Autrans » 5, cours Berriat, les jeudis 21 oct. et 4 nov. de 17 h 30 à 19 heures.

GRENOBLE. — Café « Le Normandie », place Grenette, les jeudis 21 oct. et 4 nov. de 15 à 17 h.

ROUEN. — Café « Le Château d'Eau » 49 bis, pl. du Général-de-Gaulle (angle rue Louis-Ricard) tous les vendredis de 17 h 30 à 19 h 30.

DIJON. — Café « La Renaissance », rue Chabot-Charny, tous les vendredis de 18 h à 19 h 30.